17 SEP 1914

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 12 SEPTEMBRE 1914.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12th SEPTEMBER, 1914

Nomination

No 1757.–Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de trois syndics d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 2 septembre 1914, de nommer MM. John McCaffrey, William Macpherson et Joseph Savage, syndics d'écoles pour la municipalité de Greenfield-Park, dans le comté de Chambly. 4219

No 975–Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un président des commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 2 septembre 1914, de nommer M. Théodule Corbeil, président des commissaires d'écoles pour la municipalité des Laurentides, dans le comté de L'Assomption. 4221

Appointment

No. 1757.–Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of three school trustees.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in Council, bearing date the 2nd September, 1914, to appoint Messrs. John McCaffrey, William Macpherson and Joseph Savage, school trustees for the municipality of Greenfield Park, in the county of Chambly. 4220

No. 975–Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of one president of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the 2nd September, 1914, to appoint Mr. Théodule Corbeil, president of the school commissioners for the municipality of Laurentides, in the county of L'Assomption. 4222

Proclamation

Canada,
Province de Québec. F. LANGELIER

L. S

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grand-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles cons illers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec.

SALUT!

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quinze septembre mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au vingt-sept octobre prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quinze septembre courant; vous convoquons par les présentes pour le VINGT-SEPT OCTOBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGELIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce huitième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,
3049 L.-P. GEOFFRION.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. F. LANGELIER

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fifteenth September, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty-seventh day of October, next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the fifteenth September instant; and hereby convene you for the TWENTY SEVENTH of OCTOBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this eighth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
3050 Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit août 1914, constituant en corporation MM. Henry John Cavanagh, conseil en loi du roi; Henri Gérin Lajoie, conseil en loi du roi; Paul Lacoste, conseil en loi du roi; Alexandre Lacoste, avocat, et Joseph Henri-Gérin Lajoie, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder, détenir, utiliser, gérer, affermer, vendre, aliéner et faire le commerce de terres, ténéments, héritages et immeubles et les intérêts en iceux, et ériger, changer, réparer et entretenir des édifices sur toutes terres possédées par la com-

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by th Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eight of August, 1914, incorporating Messrs. Henry John Kavanagh, King's counsel, Henri Gérin-Lajoie, King's counsel; Paul Lacoste, King's counsel; Alexandre Lacoste, advocate and Joseph Henri Gérin-Lajoie, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own, use, hold, improve, manage, lease, sell, dispose of and deal in lands, tenements, hereditaments and immoveables and interests therein, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon any lands owned by the company or in

pagnie ou dans lesquelles la compagnie peut avoir intérêt et en général faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'améliorations;

Acheter, affermer ou autrement acquérir, détenir, exploiter, et jouir des immeubles et édifices et des franchises, droits, privilèges et clientèle y appartenant, possédés, détenus par aucune personne, société commerciale ou corporation ou par toute personne, société commerciale ou corporation en ayant la jouissance;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opération, risque conjoints, concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce ou transaction susceptible d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Acheter pour de l'argent ou autre considération, y compris des actions acquittées du capital de la compagnie, toutes et aucune des franchises de commerce, entreprises, biens, droits, pouvoirs, privilèges, obligations et débentures, lettres-patentes, contrats, immeubles, clientèle et actif et autres biens de toute personne ou compagnie ou corporation municipale, qu'elle peut acquérir en vertu des présentes;

Acheter ou autrement acquérir et détenir et posséder des stocks, actions et obligations dans ou émises par des compagnies ou corporations faisant affaires ou exploitant une industrie de nature semblable, nonobstant les prescriptions de la section 6035 de la dite loi des compagnies et vendre ou autrement disposer de tels stocks, actions et obligations;

Distribuer en nature, parmi les actionnaires de la compagnie tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débentures ou valeurs dans d'autres compagnies, appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Vendre et disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propôs, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Emettre la totalité ou aucune partie des actions comme entièrement acquittées et non-sujettes à appel de la compagnie en paiement de tous biens mobiliers ou immobiliers, meubles ou immeubles ou autres biens acquis par la compagnie ou avec le consentement des actionnaires, comme rémunération pour services rendus à la compagnie, en plaçant le stock ou débentures de la compagnie ou pour toute autre considération comme les directeurs le jugeront à propos et dans l'intérêt de la compagnie, sous le nom de "Metropolitain Realties Limited", avec un capital-action de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,
4223 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit août 1914, constituant en corporation MM. William L. McLean, ingénieur; J. Noé Guilbault, comptable; Arthur Slevan, commis de buvette; Gustave Gauthier, chef; John Sheely, ingénieur, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

which the company may have any interest, and generally to carry on the business of a real estate and improvement company;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold, operate, and enjoy the real estate and buildings, and the franchises, rights, privileges and good-will appertaining thereto, owned, held or enjoyed by any pertion or corporation;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to carry on or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To purchase for cash or other consideration including paid-up shares of the capital stock of the company, all and any of the business franchises undertakings ,properties, rights, powers, privileges, bonds and debentures, letters patent, contracts, real estate, good-will and assets and other property of any person or Company, or municipal corporation, which it may acquire in virtue hereof;

To purchase or otherwise acquire, and to hold, own and possess stocks, shares and bonds in or issued by companies or corporations carrying on business, or exploiting an industry of a similar nature, notwithstanding the provisions of section 6035 of the said companies Act, and to sell or otherwise dispose of such stock, shares and bonds;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company. and in particular any shares, debentures or security in other companies, belonging to the company, or which the company may have the power to dispose of;

To sell and dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company or corporation;

To issue the whole or any part of the shares of the company, as fully paid-up and non-assessable in payment of any property, real or personal, moveable or immoveable, or other assets acquired by the company, or with the approval of the shareholders, as remuneration for services rendered to the company, in placing the stock or debentures of the company or for any other consideration as the directors may deem advisable and in the interest of the company, under the name of "Metropolitan Realties Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000-00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated fron the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of August, 1914.

C. J. SIMARD,
4224 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 28th of August, 1914, incorporating Messrs. William L. McLean, engineer; J. Noé Guilbault, accountant; Arthur Slevan, bartender; Gustave Gauthier, chef; John Sheely, engineer, all of the city of Montreal, for the following purposes:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigars, cigarettes et de tabacs, débits d'huîtres et service de lunch et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs, en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et de restaurant maintenant exercé dans la ville de Montréal, par Wm. L. McLean, au numéro 780, Notre-Dame-Ouest, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement, tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucunes de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et, emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "White House Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,
4225 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1914 constituant en corporation MM. George Herbert Simpson, Thomas Crawford Simpson, entrepreneurs, de la cité de Westmount; William Higginson Simpson, gérant des ventes, de la cité de Westmount; George

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber-shops, billiard and pool-rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal by Wm. L. McLean, at 780 Notre Dame street West, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or in paid-up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from individual firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid-up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid-up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other business which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive and seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "White House Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of August, 1914.

C. J. SIMARD,
4226 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies'Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of August, 1914 incorporating Messrs. George Herbert Simpson and Thomas Crawford Simpson, contractors, of the city of Westmount; William Higginson Simpson, sales manager of the city of Westmount; George Terence Simpson, sales-

Terence Simpson, commis marchand, de la cité de Montréal; Emily Maud Fraas, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les affaires de constructeurs, entrepreneurs et ingénieurs;

Construire, exécuter, accomplir, équiper, améliorer, travailler, développer, administrer, gérer ou controler des travaux et commodités tel que chemins de fer, tramways, docks, hâvres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, irrigations, draguage, mines, puits, tunnels, fontaines, édifices, égoûts, drains, hygiéniques, eau, gas, lumière électrique, téléphone, télégraphe et usines pour alimentation de pouvoir;

Acquérir, demander, acheter, faire et assumer tous contrats, décrets et concessions pour ou en rapport avec la construction, l'exécution, l'accomplissement, l'équipement, l'amélioration, la gérance, l'administration ou le contrôle de tous tels travaux comme susdits, et les entreprendre, les exécuter, les accomplir ou les faire valoir autrement;

Acquérir, construire, manufacturer, construire, entretenir et exploiter tous édifices, usines, machineries, plans, fonds de commerce, équipement et accessoires nécessaires ou convenables pour l'accomplissement de l'entreprise de la compagnie;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autrement, qui semblera à la compagnie susceptible d'être exercée en rapport avec ce qui précède, ou censée directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou acheter, affermer ou autrement la totalité ou aucune partie du commerce, biens et dettes de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables pour les fins de cette compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir et vendre tous privilèges, brevets d'invention, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant tout droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser tout secret ou autre information concernant toute invention ou procédé qui paraîtra capable d'être utilisé pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera censée bénéficier, directement ou indirectement, à la compagnie, et, utiliser, exercer, développer ou accorder des permis à cet effet ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignement ainsi acquis;

Construire, acquérir, détenir, entretenir, affermer, vendre et céder tous biens mobiliers ou immobiliers et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et, en particulier tous terrains, édifices et servitudes, et accepter des hypothèques, charges et gages sur les biens mobiliers ou immobiliers ou toutes autres valeurs quelconques et portant intérêt ou autrement, comme la compagnie jugera à propos, de toute personne ou corporation transigeant avec la compagnie, et vendre, céder ou autrement disposer de toutes ou d'aucunes telles valeurs;

Placer et transiger avec les argents de la compagnie non immédiatement requis de telle manière qu'il sera déterminé de temps à autre;

Emettre des actions acquittées, obligations ou débentures ou autres valeurs pour le paiement, soit en tout ou en partie, de tous biens immobiliers ou mobiliers, meubles ou immeubles, services, droits, bail, commerce, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concession, que cette compagnie peut légalement acquérir, et, en paiement ou partie de paiement ou en échange pour des actions, obligations, débentures ou

man, of the city of Montreal; Emily Maud Fraas, stenographer of the city of Montreal; for the following purposes:

To carry on the business of builders, contractors and engineers;

To construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage or control works and conveniences such as railways, tramways, docks, harbors, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, dredging, mines, shafts, tunnels, wells, buildings, sewage, drainage, sanitary, water, gas, electric light, telephone, telegraph and power supply works;

To acquire, apply for, purchase, enter into and take over any contracts, decrees and concessions for or in relation to the construction, execution, carrying out, equipment, improvement, management, administration or control of any such works, as aforesaid, and to undertake, execute, carry out or otherwise turn to account the same;

To acquire, construct, manufacture, build, maintain and operate all buildings, plant, machinery, plans, stock-in-trade, equipment and appliances necessary or convenient for the carrying on of the undertaking of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with the above, or, calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or purchase, lease or otherwise the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business, which the company is authorized to carry on or, possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire and sell any patents, brevets d'invention, trademarks, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use of any secret or other information as to any invention or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and, to use, exercise develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To construct, acquire, hold, maintain, lease, sell and convey any real or personal property and any rights or privileges, which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and, in particular any land, buildings and easements, and to accept mortgages, charges and liens on real or personal property or any other securities whatsoever and bearing interest or otherwise, as the company may see fit, from any person or corporation dealing with the company, and, to sell, assign or otherwise dispose of all or any such securities;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property real or personal, moveable or immoveable, services, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession, which this company may legally acquire, and, in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a

autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce semblable ou se rapportant au commerce de cette compagnie;

Rénumérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en placant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions dans le capital de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer en espèce ou en nature au moyen de dividende ou autrement, tous les biens de la compagnie parmi les membres et particulièrement des actions, débentures ou débentures obligations de toute autre compagnie;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera pas limité ou restreint par déduction ou induction d'aucun autre paragraphe, soius le nom de "Simpson Brothers Company L mited", avec un capital actions de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en ceux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,

4227 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4 septembre 1914, constituant en corporation MM. Simon Tremblay, snr., rentier; Joseph Simon Tremblay, trésorier; Dame Orpha Perron, épouse séparée de biens du dit Joseph Simon Tremblay; Alfred Lagacé, contre-maître; Pierrre Bergeron, contremaître; tous de la ville de Jonquières, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes de marchandises et effets, ainsi que le commerce d'entrepots généraux dans toutes ses branches, et généralement faire le commerce de tous produits, provisions, matériaux et marchandises de toutes espèces;

Acquérir et posséder, pour les fins de ses affaires, des biens meubles et immeubles qu'elle pourra vendre, aliéner, échanger ou louer;

Avoir le droit de payer les propriétés mobilières et immobilières, matériel roulant et matériaux de toutes sortes, qu'elle acquierra, par des actions acquittées et non sujettes à appel;

Acheter ou autrement acquérir ou posséder l'ensemble ou partie du commerce des biens de l'actif de toutes personnes ou compagnies faisant un genre d'affaires, que le cèdant des biens pouvant servir à atteindre les fins de la compagnie;

Acheter, vendre, louer ou échanger toutes propriétés immobilières, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou utile pour atteindre l'un de ses droits;

Emprunter et hypothéquer tout ou partie des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie, transporter en garantie de tous emprunts toutes hypothèques ou autres droits et garanties appartenant à la compagnie, et lui provenant de la vente de terrains ou d'autres sources; emprunter

business similar or incidental to the business of this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or, any debentures or other securities of the company, or, in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute by dividend or otherwise any assets of the company, in specie or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debentures stock of any other company;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph under the name of "Simpson Brothers Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of August, 1914.

C. J. SIMARD,

4228 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1914, incorporating Messrs. Simon Tremblay, sr., rentier, Joseph Simon Tremblay, treasurer, Dame Orpha Perron, wife separated as to property of the said Joseph Simon Tremblay, Alfred Lagacé, foreman, Pierre Bergeron, foreman, all of the town of Jonquières, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in goods and wares, and to carry on the business of general warehousemen in all branches thereof, and generally to deal in all products, provisions, materials and merchandise of all kinds;

To acquire and hold, for the purposes of its business moveable and immoveable property which it may sell, alienate, exchange or lease;

To have the right to pay for moveable and immoveable properties, rolling stock and materials of all kinds which it may acquire, with paid up and non assessable shares;

To purchase or otherwise acquire or hold the whole or part of the business, property and assets of any persons or companies carrying on a business similar to that of the company and capable of being carried on for the attainment of the company's purposes;

To purchase, sell, lease or exchange any immoveable property, rights or privileges which the company may deem necessary or suitable for the attainment of any of its rights;

To borrow and hypothecate the whole or any part of the lands or immoveable property of the company, to transfer as the security of any loans any hypothecs or other rights or securities belonging to the company and accruing out of the sale of lands or other sources; to borrow money

de l'argent de personne ou corporation en émettant des billets, obligations ou débentures, donner et passer des hypothèques pour le prix d'achat ou achats d'immeubles par la compagnie sur les terrains achetés ou sur tout autre terrain ou propriété appartenant à la compagnie et ce, aux conditions et à tel taux d'intérêt, qui pourront être convenu, sous le nom de "La Compagnie Simon Tremblay & Fils Incorporée", avec un capital social de quinze mille piastres ($15,000.00) divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Jonquières.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de septembre 1914.

C. J. SIMARD,
4241 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier septembre 1914, constituant en corporation MM. Narger Leroux, hôtelier; Louis Leroux, commis; Arthur Normendeau, forgeron; Albert Boyer, commis; Achille Duhamel, bourreur; de la cité de Montréal, dans les buts suivants, :

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de place pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billards et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon; hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier, toutes lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel, ou restaurant, déjà en opération, et spécialement l'hôtel actuellement exploité par Narger Leroux, aux No 1709 de la rue Saint-Jacques et au No 444 Avenue Greene, y compris la licence, fonds de commerce, l'achalandage, l'ameublement et tous autres accessoires, constituant le commerce d'hôtel en opération tel qu'actuellement exercé par le dit Narger Leroux, et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger, des actions, stocks, ou débentures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie soit en tout ou en partie, aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier, par l'émission de débentures et d'obli-

from any person or corporation by issuing notes, bonds or debentures, to give and execute hypothecs upon the lands purchased by or upon any other land or property belonging to the company for the price or prices of immoveables purchased by the company and that upon such conditions and at such rates of interest as may be agreed upon under the name of "La Compagnie Simon Tremblay & Fils, Incorporée", with a capital-stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00) divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Joncquières.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of September, 1914.

C. J. SIMARD,
4242 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of September, 1914, incorporating Messrs. Narger Leroux, hotel-keeper; Louis Leroux, clerk; Arthur Normendeau, blacksmith; Albert Boyer, clerk; Achille Duhamel, upholsterer; of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property or immoveables necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the hotel business now carried on by Narger Leroux, at the number 1709 Saint James street, and at the number 444 Avenue Greene, including therein the license, stock-in-trade, good-will, furniture, and other accessories, constituting the hotel now business carried on as a "going concern" by the said Narger Leroux, and to pay therefor in cash, paid up shares of the company, for such price as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part, also any franchise and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To contract loans and to guarantee the repayment of same in the manner which may be determined by the directors of the company. and in particular by the issue of debentures,

gations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Westmount Café, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de septembre 1914.

C. J. SIMARD,

4255 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 28 août, 1914, constituant en corporation MM. Achille Leroux, restaurateur; Gustave Connelly, commis; Hector Farmer, commis; Joseph Naud, commis; Ovila Leroux, hôtelier; tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de place pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billards et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huitres, salle à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon; hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier, toutes lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel, ou restaurant, déjà en opération, et spécialement l'hôtel actuellement exploité par Achille Leroux, aux numéros 162A et 164 rue Sainte-Catherine Est, et au No 138 de la rue Sainte-Elisabeth, y compris la licence, fonds de commerce, l'achalandage, l'ameublement et tous autres accessoires, constituant le commerce d'hôtel en opération tel qu'actuellement exercé par le dit Achille Leroux et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger, des actions, stocks ou débentures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie soit en tout ou en partie aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier, par l'émission de débentures et d'obli-

bonds bearing on hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "Westmount Café, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of September, 1914.

C. J. SIMARD,

4256 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth August, 1914, incorporating Messrs. Achille Leroux, restaurant keeper, Gustave Connelly, clerk, Hector Farmer, clerk, Joseph Naud, clerk, Ovila Leroux, hotelkeeper, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newpaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property or immoveables necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the hotel business now carried on by Achille Leroux, at the number 162A and 164 Sainte Catherine Street East and at the No 138 Sainte Elizabeth Street, including therein the license, stock-in-trade, good will, furniture and other accessories constituting the hotel now business carried on as a "going concern" by the said Achille Leroux and to pay therefor in cash, paid up shares of the company, for such price as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part, also any franchise and to pay therefor either in shares debentures or other securities of the company or otherwise;

To contract loans and to guarantee the repayment of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of deben-

gations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Café Canadien Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'août, 1914.

C. J. SIMARD,

4085-2 Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six août 1914, constituant en corporation Dame Rosilda Dauphinais Ménard, hôtelière; Arthur Ménard, gérant; Hilaire Dauphinais, cultivateur; Fridolin Guérin, laitier; Hector Ménard, marchand, de la cité de Montreal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbier, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail.

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, sous le nom de "Rosilda Dauphinais Ménard, 575, rue Sainte-Catherine", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations, et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaire pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires

tures, bonds bearing on hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Cafe Canadien Limitée" with a capital stock of twenty thousands dollars ($20,000.00), divided ino two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of August, 1914.

C. J. SIMARD,

4086 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of August, 1914, incorporating Dame Rosilda Dauphinais Ménard, hotelkeeper, Arthur Menard, manager, Hilaire Dauphinais, farmer, Fridolin Guerin, milkman, Hector Menard, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance, with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shinning stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, under the name of Rosilda Dauphinais Menard, 575 Sainte Catherine Street, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel and immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or obtained by the company, hotels restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business ca-

pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Exchange Hotel Limitée", avec un capital social de quinze mille piastres ($15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Maisonneuve.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,

4087-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de la province de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août, 1914, constituant en corporation MM. Lucien Petit, Télesphore Métayer, Etienne Gaulin, Walter Pierre, courtiers en immeubles et Honoré Naud, tailleur, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, arrenter ou autrement acquérir, améliorer, gérer, travailler, développer, exercer tous les droits respectifs, louer, vendre, céder, faire valoir et autrement disposer de propriétés de tous genres et en particuliers des terrains, coupes de bois, concessions forestières, mines, lots de grève, chutes d'eau, droits hydrauliques, concessions et brevets de tous genres, et toute propriété on intérêt en iceux;

Construire des maisons d'habitation ou autres bâtiments sur ces dits immeubles ou sur toute partie d'iceux; vendre, arrenter, transporter, échanger ou autrement disposer de ces terrains, propriétés ou biens fonds ou de toute partie de telles propriétés et développer, améliorer et diviser ces terrains en lots à bâtir, rues, ruelles ou autrement et faire les opérations générales d'agents d'immeubles, y compris l'achat, la vente et l'administration de propriété et succession, ainsi que la location de propriété et successions ainsi que la location de propriétés et le recouvrement de loyers, le tout à commission ou pour toute autre remunération;

Faire les opérations d'agents généraux et courtiers relativement à l'industrie de la compagnie, et spécialement agir en qualité d'agents et courtiers pour le placement, le paiement, la transmission et le recouvrement de deniers, pour la vente, le transfer et l'enregistrement d'obligations, stocks ou autres valeurs, pour l'achat, la vente, l'échange, la location, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, industrie et entreprise et pour la régie, le controle ou la direction de syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir et prendre, détenir, vendre, échanger et disposer des actions, stocks, obligations, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation et les payer en actions, obligations, débentures ou autres valeurs, de la présente compagnie ou en propriété de la présente compagnie en tant que la compagnie les détiendra elle exercera tous les droits et pouvoirs d'un propriétaire, y compris le droit de voter en vertu de ces valeurs, et garantir le paiement du principal ou des dividendes et de l'intérêt sur les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie aurait des relations d'affaires et promouvoir toute compagnie ou corporation ayant des objets en tout

pable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Exchange Hotel Limitée", with a capital stock of fifteen thousands dollars ($15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of MMaisonneuve.

Dated from the office of the Provincial Secretary this twenty sixth day of August, 1914.

C. J. SIMARD,

4088 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of August, 1914, incorporating Messrs. Lucien Petit, Telesphore Metayer, Etienne Gaulin, Walter Pierre, real estate brokers, and Honoré Naud, tailor, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire, improve, manage, work, develop and exercise all rights attached to, rent, sell, convey, turn to account and otherwise dispose of property of all kinds and in particular of lands,cuts of timber, timber limits, mines, water lots, water powers, rights, concessions and patents of all kinds, and water any property or interest therein;

To construct dwelling houses or other buildings upon the said immoveables or any part thereof; to sell, lease, transfer, exchange, or otherwise dispose of such lands, property or real estate or any part thereof, and to develop, improve and lay out the same into building lots, streets, lanes or otherwise and to carry on the general business of real estate agents, including the purchase, sale management of property and estate, and the leasing of same, as well as the leasing of property and the recovery of rents, the whole on commission or for any other remuneration;

To carry on the business of general agents and brokers respecting the business of the company, and especially to act as agents and brokers for the investment, payment, transfer and recovery of monies, the sale, transfer and registry of bonds, stocks or other securities, the purchase, sale, exchange, lease, improvement, development and management of any property, business and undertaking and for the management control or direction of syndicates, firms, associations, companies or corporations;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire and to take, hold, sell, exchange and dispose of shares, stocks, bonds, debentures or securities of any other company or corporation and to pay for the same in shares, bonds, debentures or other securities of the present company and while holder thereof to exercise all the rights and powers of ownership attached thereto including voting power, and to guarantee the payment of the principal of or the dividends and interests on the shares, bonds, debentures or other securities of any company or corporation with which the company may have business dealings and to promote any company or corporation having objects in whole or in part similar to those of the present company or engaged in any business

ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou engagée dans une industrie capable d'être exercée de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie, dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie; prendre des actions de telle compagnie, garantir l'exécution des contrats de toute personne ou compagnie, vendre, arrenter ou autrement céder la propriété et l'entreprise de la compagnie ou toute partie de non entreprise pour la compensation qui sera jugée acceptable et en particulier pour les actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir toute entreprise semblable en totalité ou en partie à celle de la présente compagnie ainsi que des fonds de commerce, clientèle, privilèges et biens, de toute sorte et les payer en deniers comptants, stocks de la présente compagnie ou autrement;

Avancer des argents sous forme de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations, aider au moyen d'avances d'argent ou autrement à la construction et l'entretien des chemins, rues, ruelles et autres travaux d'améliorations sensés rendre plus facile d'accès les biens de la compagnie et en accroitre leur valeur;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques gages et charges pour garantir le paiement du prix, d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou de toute autre argent dû à la compagnie par les acheteurs ou les avances faites par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres améliorations;

Placer des argents dans les propriétés immobilières pour le bénéfice de toute personne ou corporation; Entreprendre la surveillance et la gestion des placements ainsi faits et des placements semblables, et garantir leur valeur;

Acquérir et prendre en son nom comme industrie active les affaires de la compagnie en nom collectif de "Petit & Petit", de la cité de Montréal, la totalité des biens et engagements, les propriétés mobilières et immobilières, l'actif et le passif de la dite compagnie, dont le commerce est en partie le même que celle de la présente compagnie, et donner en paiement de l'argent et des actions acquittées de la présente compagnie;

Emettre et repartir comme acquittées, les actions de la présente compagnie, en plein paiement partiel de toute industrie, entreprise, propriété mobilière ou immobilière, droit, pouvoir, privilège, bail, license, contrat, stock, obligations, débentures, services rendus à la compagnie pour promotion ou tous autres comptes dus pour iceux, ou autres biens ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs que lui sont conférés par la présente charte;

Distribuer en nature entre les actionnaires toute propriété de la compagnie et en particulier les actions, obligations ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la présente compagnie ou dont la présente compagnie aura le pouvoir de disposer;

Exercer ou développer, améliorer, employer vendre, échanger, arrenter ou autrement céder les droits et biens de la compagnie en totalité ou en partie;

Faire toutes les choses ci-dessus en qualité de principaux agents entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou avec d'autres;

Faire toutes les choses reliées aux fins et objets ci-dessus ou propres à les atteindre;

Les objets et pouvoirs spécifiés et contenus

capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit the present company;

To unite or amalgamate with any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the present company, to take shares in such companies; guarantee the execution of the contracts of any persons or companies, to sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as may be deemed acceptable and in particular for the shares, bonds or other securities of any other company;

To acquire any undertaking in whole or in part similar to those of the present company as well as its stock in trade, good-will, privileges and property of every kind, and to pay for same in cash or stock of the present company or otherwise;

To make advances of monies by means of loans to purchasers or lessees of any part of the real estate of the company for building purposes or other improvements, to aid by-way of advances of money or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, lanes and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible or increase its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or of any other money due to the company by the purchases or advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To invest monies in immoveable property for the benefit of any person or corporation. To undertake the supervising and handling of such investments thus made and similar investments and to guarantee the value thereof;

To acquire and take over in its own name as a going concern the business of the company known under the name of "Petit & Petit", of the city of Montreal, the whole of the property and engagements, moveable and immoveable property the assets and liabilities of the said company, and to give in payment of same cash and paid up shares of the present company;

To issue and allot as fully paid up shares of the present company in full or part payment of any business, undertaking, moveable or immoveable property, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, stock, bonds, debentures, services rendered to the company for promotion or any other accounts due for such services, other property or rights which the company may legally acquire in virtue of the powers granted herein;

To distribute in kind among the shareholders any property of the company and in particular the shares, bonds or securities of other companies belonging to the present company or which the present company has the power to dispose of;

To exercise, develop, improve, make use of, sell, exchange, lease or otherwise convey the whole or part of the company's property or rights.

To do all the above as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjonction with others;

To do all things germane to the above purposes and objects or suitable for the attainment of same.

The objects and powers specified and contained

aux divers paragraphes et clauses des présentes ne seront limités ni restreints d'aucune manière par induction ou déduction des termes de tous autres paragraphes ou clauses que ce soit; sous le nom de "Petit & Petit Limitée", avec un capital social de quarante neuf mille piastres ($49-000.00), divisé en quatre cent quatre vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-sixième jour d'août, 1914.

C. J. SIAMRD,

4095-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit août 1914, constituant en corporation MM. Rémi Lussier, restaurateur; Emile Lussier, commis; Lorenzo Lussier, commis; Cléophas Grignon, restaurateur et Adolphe Seguin, boucher, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers, restaurateurs, cafetiers, buvetiers et toutes autres affaires qui peuvent être exercées en rapport avec tel commerce et la vente des liqueurs, le tout sujet aux prescription de la Loi des Licences de Québec;

Exercer en général et dans toutes ses branches, le commerce pour la vente tant en gros qu'en détail des liqueurs spiritueuses ou autres et tous autres commerces qui peuvent être tenus incidemment tel que la vente de tabacs, cigares, cigarettes et autres, le tout sujet aux prescriptions de la dite loi;

Acquérir par achat ou autrement comme un commerce en opération le commerce de restaurant actuellement exploité par le dit Rémi Lussier sous le nom de "Restaurant Commercial" et continuer à exploiter le dit commerce avec ses installations, fournitures, fonds de commerce, licence, clientèle et autres biens mobiliers généralement utilisés dans l'exploitation du dit commerce et payer pour telle acquisition soit totalement ou partiellement en argent ou en obligations ou actions entièrement acquittées de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement toute licence pour la vente de liqueurs spiritueuses, hotels, cafés, buvettes ou restaurants licenciés en opération, continuer à exploiter tel commerce et payer pour telle acquisition soit en argent ou en obligations ou actions de la présente compagnie;

Se fusionner, s'associer ou faire des conventions pour le partage des profits l'union des intérêts ou autrement avec toute personne, société ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce ou transaction capables d'êtres conduits directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie.

Acquérir par achat, échange ou autrement ou louer tous immeubles ou autres propriétés qui seront jugés nécessaires ou avantageux aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et payer pour telle acquisition soit en argent ou obligations ou actions de la compagnie;

Acheter, acquérir, détenir, vendre, céder et transférer des actions, débentures et toutes autres valeurs de toutes compagnies ou corporations engagées dans tout commerce semblable à celui de la présente compagnie et payer pour telle acquisition soit en argent ou en actions acquittées ou obligations de la compagnie;

in the various paragraphs and clauses hereof shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraphs or clauses, under the name of "Petit & Petit Limitee", with a capital stock of fourty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this twenty sixth day of August, 1914.

C. J. SIMARD,

4096 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eight day of August, 1914, incorporating Messrs. Rémi Lussier, restaurant-keeper; Emile Lussier, clerk; Lorenzo Lussier, clerk; Cléophas Grignon, restaurant-keeper and Adolphe Séguin, butcher, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, cafes, bars and other business which may be incidentally carried on in connection with the above business and the sale of liquors, the whole subject to the provisions of the Quebec License Act;

To carry on generally and in all its branches the business of selling wholesale and retail spirituous and other liquors and to carry on any other business which may be incidentally carried on such as the sale of tobaccos, cigars, cigarettes, and other articles the whole subject to the provisions of the said act;

To acquire by purchase or otherwise as a going concern the restaurant business now being carried on by the said Rémi Lussier, under the name of "Restaurant Commercial" and to continue carrying on the said business with its equipment, furnishings, stock in trade, license, goodwill, and other moveable assets generally utilized in the exploitation of the said business and to pay for such acquisition wholly or partly in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise from any person firm or company as a going concern or otherwise any license for the sale of spirituous liquors, licensed hotels, cafes, bars or restaurants in operation, to continue carrying on the above businesses and to pay for such acquisition either in cash or in bonds or shares of the present company;

To enter into any amalgamation, partnership or agreement for the sharing of profits, union of interest or otherwise with any person, firm or company carrying or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to carry on or any business or transaction capable of being carried on directly or indirectly for the benefit of this company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise or to lease any real estate or other property which may be deemed necessary or advantageous for the objects for which this company is incorporated and to pay for such acquisition either in cash or in bonds or shares of the company;

To purchase, acquire, hold, sell, assign and transfer shares, debentures and any other securities of any companies or corporations engaged in any business similar to that of the present company and to pay for such acquisition either in cash or in paid up shares or bonds of the company;

Vendre et aliéner, en tout ou en partie, les biens de la compagnie, mobiliers ou immobiliers et l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Emettre le tout ou aucune partie du stock de la compagnie comme entièrement acquitté et non sujet à l'appel en paiement de toutes propriétés immobilières ou mobilières ou autres biens acquis par la compagnie ou avec l'approbation des actionnaires, comme rémunération pour services rendus à la compagnie en plaçant le stock ou débentures de la compagnie ou pour toute autre considération que les directeurs jugeront convenable et dans l'intérêt de la compagnie;

Faire, exécuter et accomplir tous autres actes et choses qui pourront être jugés nécessaires ou avantageux pour l'exploitation du dit commerce de la compagnie et sujet à la loi des Licences de Québec, sous le nom de "Lussier Limitée", avec un capital de vingt-mille piastres ($20,000.00), divisé en huit cent (800) actions de vingt-cinq piastres ($25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huit août 1914.

C. J. SIMARD,

4105–2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'août, 1914, constituant en corporation MM. Cléophas Grignon, restaurateur, Dame Joséphine Lussier, épouse contractuellement séparée de biens de Cléophas Grignon et dûment autorisée par ce dernier, Dorius Grignon, constable; Lorenzo Lussier, commis et Chéri Grignon, barbier tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hoteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licenses de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce;

Faire le commerce et les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes et tabacs, débits d'huitres et service de lunch, exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir par achat, échange ou autrement ou détenir par bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie, comme un commerce en opération (as a going concern) ou autrement, et exercer tout commerce d'hotel ou de restaurant, avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation ainsi que leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement tout autre hotel, et toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligation ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre et échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en dis-

To sell and alienate, in whole or in part, the property, real or personnal, and the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem convenient and in particular for shares debentures or securities of any other company or corporation;

To issue the whole or any part of the stock of the company as fully paid up and non assessable in payment of any property, real or personal, or other assets acquired by the company, or with the approval of the shareholdrs as the renumeration for services rendered to the company in placing the stock or debentures of the company or for any other consideration which the directors may deem convenient and in the interest of the company;

To make, execute and carry out all such other acts and things, as may be deemed necessary or advantageous for the carrying on of the said business of the company, and subject to the provisions of the Quebec License Act, under the name of "Lussier Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of August, 1914.

C. J. SIMARD,

4106 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of August, 1914, incorporating Cleophas Grignon, restaurant keeper, Dame Josephine Lussier wife contractually separated as to property of Cleophas Grignon, and duly authorized by the latter, Dorius Grignon, constable, Lorenzo Lussier, clerk, and Cheri Grignon, barber, all of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith;

To carry on the trade and business of proprietors of shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, exchange or otherwise or to hold by lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, with their equipment, furnishings and other assets in general, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any other hotel and any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or im-

poser ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, des restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être utiles ou nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acquérir, posséder et exploiter des sources d'eaux minérales et des établissements pour la fabrication d'eaux gazeuses;

Faire et exécuter tous autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets;

Acquérir, posséder, vendre et échanger, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant un commerce ou une industrie semblable, sous le nom de "C. Grignon Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'août, 1914.

C. J. SIMARD,

4099–2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier septembre 1914, constituant en corporation MM. Ovila Leroux, hôtelier, Joseph Leroux, maître-boucher, Georges Leroux, commis, de Maisonneuve, Achille Leroux, hôtelier, de Montréal et Réné Leroux, notaire public de la ville d'Outremont, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commèrce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de place pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billards et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigars, cigarettes, tabacs, huitres, salle à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon; hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier, toutes lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange louage ou autrement tout hôtel, ou restaurant, déjà en opération, et spécialement l'hôtel actuellement exploité par Ovila Leroux, au No 213 de la rue Craig-Est, et au No 2 de la rue Sanguinet, y compris la licence, fonds de commerce, l'achalandage, l'ameublement et tous autres accessoires, constituant le commerce d'hôtel en opération tel qu'actuellement exercé par le dit Ovila Leroux, et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger, des actions, stocks ou débentures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité

moveable property, and to borrow money upon security thereof; to construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To acquire, hold and exploit mineral water springs and plants for the manufacturing of aerated waters;

To make and execute all such other acts and things as may seem advantageous for the carrying out of any of the above objects;

To acquire, hold, sell and exchange, convey and transfer the shares debentures and other securities of any other company or corporation carrying on a similar business or industry, under the name of "C. Grignon Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of August, 1914.

C. J. SIMARD,

4100 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of September, 1914, incorporating Messrs. Ovila Leroux, hotel-keeper, Joseph Leroux, master butcher, Georges Leroux, clerk, of Maisonneuve, Achille Leroux, hotel-keeper, of Montreal, and Réné Leroux, notary public, of the town of Outremont, for the following purposes;

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the "Quebec License Act", and any other business which may be incidentally carried on in connection there with, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property or immoveables necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the hotel business now carried on by Ovial Leroux, at 213 Craig street East, and 2 Sanguinet street, including therein the license, stock-in-trade, good-will, furniture and other accessories, constituting the hotel now business carried on as a "going concern" by the said Ovila Leroux, and to pay therefor in cash, paid up shares of the company, for such price as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the

par la compagnie soit en tout ou en partie, aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier, par l'émission de débentures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Café Gosford' Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de septembre 1914.

C. J. SIMARD,

4153-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuf août 1914, constituant en corporation MM. Louis Thomas Boucher de Grosbois, Pierre Boucher de Grosbois, Camille Boucher de Grosbois, comptables; tous trois de la cité de Montréal et Victor Bourque, sténographe; Fortunat Lord, avocat, tous deux de la cité de Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Acquérir à titre onéreux ou gratuit, louer, sous-louer, vendre, aliéner, transférer ou échanger des terrains;

Exploiter des terrains, les cultiver elle-même ou par d'autres pour elle, les faire arpenter, diviser et subdiviser;

Construire elle-même sur ses terrains ou par d'autres pour elle des aqueducs, systèmes électriques ou d'éclairage quelconque, des égoûts, quais, ponts, rues et autres voies de communication, des fabriques, maisons et toutes autres bâtisses jugées utiles;

Acquérir à titre onéreux ou gratuit, louer, sous-louer, vendre, aliéner, transférer ou échanger des aqueducs, système électrique ou d'éclairage quelconques, des égoûts, quais, ponts, fabriques, maisons et toutes bâtisses en général;

Prêter de l'argent avec ou sans garantie aux acquéreurs, locataires, détenteurs ou possesseurs des terrains ou constructions de la compagnie;

Prendre comme garantie des prêts faits par la compagnie, en paiement des obligations contractées envers elle, des hypothèques, recevoir détenir des gages et toutes autres garanties collatérales;

Se fusionner avec une autre corporation ou compagnie ayant ou poursuivant un but similaire au sien, et faire à ce sujet les conventions, transactions, compromis qu'elle jugera à propos;

Donner en paiement des biens corporels ou incorporels qu'elle peut acquérir, ou des dettes qu'elle peut devoir des actions acquittées de son capital-actions;

Exercer tous les pouvoirs que lui confère la loi générale applicable à l'espèce et tous ceux nécessaires pour lui permettre d'atteindre le but de sa destination; sous le nom de ""La Société de terrains de Trois-Rivières Annexe Limitée", avec un capital social de vingt mille piaastres ($20,000.00) divisé en deux cent actions de cent piastres ($100.00) chacune.

company, either in whole or in part, also any franchise and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To contract loans and to guarantee the repayment of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures, bonds bearing on hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Café Gosford Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this first day of September, 1914.

C. J. SIMARD,

4154 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1914, incorporating MM. Louis Thomas Boucher de Grosbois, Pierre Boucher de Grosbois, Camille Boucher de Grosbois, accountants, all three of the City of Montreal, Victor Bourque, stenographer, Fortunat Lord, advocate, both of the City of Three Rivers, for the following purposes:

To acquire by onerous or gratuitous title, lease, sub-let, sell, alienate, transfer or exchange lands;

To exploit lands, to cultivate or cause the same to be cultivated by others, for its own benefit, have surveys, divisions and subdivisions of same made;

To construct or cause to be constructed by others upon its own lands and for its benefit, waterworks, electric or lighting systems whatever, sewers, wharves, bridges, streets and other means of communication, factories, houses, and other buildings deemed useful;

To acquire by onerous or gratuitous title, lease, sub-let, sell, alienate, transfer or exchange waterworks, electric or lighting systems whatever, sewers, wharves, bridges, factories, houses and any buildings in general;

To loan money with or without warranty to purchasers, lessees, holders or owners of the lands or works of the company;

To take hypothecs as security for loans made by the company, and in payement of debts contracted in its favor, to receive and hold liens and any other collateral securities;

To amalgamate with any other corporation or company having or pursuing objects similar to those of the company and for that object to enter into any agreements, transactions or compromise which it may deem fit;

To give in payement of real or personal property it may acquire or debts owed by the company paid up shares of its capital stock;

To exercise all the powers granted by the companies' act and any other powers which may appear necessary for the attainment of its purposes, under the name of "La Société de Terrains de Trois-Rivières Annexe Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred ($200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au Cap de la Madeleine.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 29ème jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,
4149-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente et un août 1914, constituant en corporation MM. P. O. Trudel, rentier ; François-Xavier Bourbeau, gérant ; Oscar Mallette, commis ; Polidore Robin, menuisier ; Emile Benoit, menuisier ; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Audition et tenue de livres, reddition de compte, collection de dettes, règlement de succession et de société, louage d'ouvrage, placements de fonds, négociation de vente, échange et prêt, renseignements et recherches sur les ressources industrielles et naturelles, et sur le mouvement actuel et à venir des affaires dans toute localité sur les antécédants personnels, sur les absents, témoins, héritiers, sur la fortune,les biens, la solvabilité, l'honnêteté, le caractère des individus, la fidélité des employés, et pour toute information quelconque, sur tous sujets ou personnes quelconques dans l'intérêt des particuliers, des corporations, des familles et des corps publics ; surveillance des magasins, manufactures, églises, résidences, expositions, assemblées publiques, courses, véhicules et toute réunion ou propriété que ce soient contre les voleurs, fauteurs, l'incendie, bris ou tout autre dommage,le tout dans les limites permises par la loi, sous le nom de "Empire Secret Service Company Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00) divisé en vingt mille actions (20,000) de un dollar chacune, ($1.00).

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,
4151-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'août, 1914, constituant en corporation MM. Angelo Roncari, hotelier; Rachel Binda, autorisée de son mari; Félice Roncari, commis; Théodore Roncari, tailleur; Gerolamo Catilli, confiseur, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hotelliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licenses de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huitres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hotel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Hotel Italie" 47-49 Craig-Est, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

The principal place of business of the corporation, will be at Cap de la Madeliene.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1914.

C. J. SIMARD,
4150 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of August, 1914, incorporating Messrs. P. O. Trudel, rentier, François Xavier Bourbeau, manager, Oscar Mallette, clerk, Polidore Robin, joiner, Emile Benoit, joiner, all of the city of Montreal, for the following purposes:

The audition and keeping of books, the rendering of accounts, the collection of debts, the settlement of estates and partnership, the leasing of work, the investment of funds, negotiation of sale, exchange and loan, informations and researches on industrial and natural resources, and upon the present and future prospects of business in any locality, on personal antecedents absentees, witnesses, heirs, wealth, property, solvability, honesty,character of individuals, the faithfulness of employees and for any information whatever upon any subjects or persons whatsoever in the interest of particulars, corporations, families and public bodies; the watching of stores, manufactories, churches, residences, exhibitions, public meeting, race tracks, vehicles and any meeting or property whatever against thieves, offenders, fire, breaking, or any other damage, the whole within the limits permitted by law, under the name of "Empire Secret Service Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of August, 1914.

C. J. SIMARD,
4152 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of August, 1914, incorporating Messrs. Angelo Roncari, hotelkeeper, Rachel Binda, authorized by her husband, Félice Roncari, clerk, Theodore Roncari, tailor, Gerolano Catilli, confectionner, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Hotel Italie" 47-49 Craig East, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

17 SEP 1914

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hotel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, cèder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Hotel Italie Limitee" avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'août, 1914.

C. J. SIMARD,
4101-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'août, 1914, constituant en corporation MM. Zephirin Normandin, rentier; Onésime Trudeau, bourgeois; Joseph Poupart, mécanicien; Armand Sainte-Marie, négociant; Joseph Bazinet, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce en général d'hotels, de restaurants; le droit de tenir des dépôts de journaux dans les établissements exploités par la compagnie ainsi que des chaises de cireurs de bottes, et le droit de vendre des cigares, cigarettes, et d'avoir une ou des boutiques de barbiers, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Le droit d'acheter, louer, posséder ou autrement acquérir, ou de vendre ou de disposer de quelque façon que ce soit tous les immeubles et tous les biens nécessaires aux affaires de la compagnie;

Le droit d'acheter tout hôtel ou restaurant déjà en opération et de les payer ou en argent ou en parts acquittées de la compagnie à un prix à être déterminé par la compagnie; acquérir et posséder, louer, garantir, hypothèquer, vendre et échanger des actions, stock ou débentures ou garanties de toutes corporations faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and their equipment furnishings and other assets in general, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise, and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which the company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Hotel Italie Limitee", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of August, 1914.

C. J. SIMARD,
4102 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of August, 1914, incorporating Messrs. Zephirin Normandin, rentier, Onésime Trudeau, gentleman, Joseph Poupart, machinist, Armand Sainte Marie, trader, Joseph Bazinet, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of hotels and restaurants, to have the rights to keep newspaper depots in the establisments exploited by the company, shoe shining stands, the right to sell cigars, cigarettes and to keep one or more barber shops, the whole subject to the provisions of the Quebec License Act;

The right to purchase, lease, hold or otherwise acquire, or to sell or dispose, in any way whatever, of all the immoveables and property necessary for the business of the company;

The right to purchase any hotel or restaurant in operation and to pay for the same either in cash or in paid up shares of the company at a price to be determined by the company; to acquire and hold, lease, guarantee, hypothecate, sell and exchange the shares, stocks or debentures or securities of any corporations carrying on the same business as the company;

17 SEP 1914

Faire les choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Trudeau Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corpotion sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau de secrétaire de la province ce vingt-septième jour d'août, 1914.

C. J. SIMARD,
4103 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la provinc de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuf août 1914, constituant en corporation MM. P. Théo. Valiquette; A. Michaels; F.-X. Vézina; H. Bernier; A. Moquin R. Charatan; A. Laframboise; J. Kellert; C. McKercher, marchands, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Grouper les marchands de tabac, leur faciliter le moyen de se rencontrer et de se connaître. Aménager un local où les actionnaires pourront se réunir dans le but de discuter leurs intérêts tout en se recréant; Assurer par tous moyens légaux le développement et le progrès de leur commerce. Acquérir, posséder, aliéner et transporter tous immeubles nécessaires à la poursuite de leurs entreprises, sous le nom de L'Association de Protection des Marchands détailleurs de Tabac et Cigares de Montréal, avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00) divisé en vingt mille (20.000) actions de une piastre ($1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuf août 1914.

C. J. SIMARD,
4147–2 Sous secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUEBEC.

DEPARTEMENT DES TERRES ET FORETS

Québec, 8 août 1914.

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625 des S. R. P. Q., 1909, des permis de coupe de bois seront offerts à l'enchère, au bureau du ministre des Terres et Forêts, en cette ville, le 20 octobre 1914.

Ottawa Supérieur

Désignation des terres.	Superficie en mille carrés
Bassin de la rivière Ottawa:	
Canton Montanier, est	50
" Surimau, ouest	50
" Béraud, ouest	50
" Chabert, est	50
" Landanet, ouest	50
Bassin de la rivière Harricana:	
Canton Surimau, est	50
" Fournière	100
" Dubuisson, nord ouest	41
" Varsan	100
" Malartic	100
" Bourlamaque	75
" Senneville, est	50
" Sabourin, Nord	55

To do all acts, exercise all powers and carry on any business incidental to the carrying on of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Trudeau Limitee", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of August, 1914.

C. J. SIMARD,
4104 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of August, 1914, incorporating Messrs. P. Theo. Valiquette, A. Michaels, F.-X. Vézina, H. Bernier, A. Moquin, R. Charatan, A. Laframboise, J. Kellert, C. McKercher, merchants, of the city of Montreal, for the following purposes:

To group the tobacco merchants, provide them the means of meeting together and become acquainted; To furnish premises wherein the shareholders may meet for the purposes of discussing their interests and of recreation; To assure by all legal means the development and progress of their business; To acquire, hold, alienate and transfer any immoveables necessary for the carrying on of their undertakings, under the name of "L'Association de Protection des Marchands détailleurs de Tabac et Cigares de Montréal", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of August, 1914.

C. J. SIMARD,
4148 Deputy Provincial Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTMENT OF LANDS AND FOREST

Quebec, 8th August, 1914.

In conformity with articles 1623-1624 and 1625, of S. R. P. Q., 1909, permits to cut timber, will be offered at public auction, at the Department of Land and Forests, Quebec, on the 20th October, 1914.

Upper Ottawa

Designation of lands.	Area in Square Miles.
River Ottawa Basin:	
Township Montanier, east	50
" Surimau, west	50
" Berand, west	50
" Chabert, east	50
" Landanet, west	50
River Harricana Basin:	
Township Suriman, east	50
" Fournier	100
" Dubuisson, north west	41
" Varsan	100
" Malartic	100
" Bourlamaque	75
" Senneville, east	50
" Sabourin, north	55

Bassin de la rivière Bell:

Canton Pascalis	100
" Louvicourt	95
" Marrias	60
" Tillemont	100
" Vauquelin	25

Ottawa Inférieur

Rawdon et Chertsey	16

Lac Saint-Jean Ouest

Rivière Petite-Péribonka	125
" Alex	137½
Rivières Péribonka et Serpent	769½

Lac Saint-Jean Est

Haut de la rivière aux Ecorces	141
Grande Rivière Pikauba	90
Rivières du Moulin et Cyriac No 1	21
" " " " No 2	38
Haut de la rivière Ha! Ha!	23
Anse Saint-Jean A	6 3/4
Anse Saint-Jean B	5½
Canton Bourget No 2	20
" Simard No 2	10
" Harvey No 2	4
" Cimon No 2	1
" Sagard	20
" Falardeau No 61	9

Vallée de la Matapédia

Canton Causapscal	3½
" " No 2	9

Saint-Laurent de Matapédia

Rivière Assemetquagan	222
Petite rivière, Branche est, bloc A	13
Ruisseau Flat Lands No 2	3 3/4

Rimouski Ouest

Haut de la rivière Mistigougèche	45

Gaspé Ouest

Canton Taschereau	1½
" Cap Chat, rivière Sainte-Anne	2 2/3
" Tourelle, ruisseau Castor	1 1/3
" Duchesnay, ruisseau Arbour	2 1/4
" Duchesnay, rivière Marsouis A	5½
" Christie, rivière Marsouis, B	4½
" Christie, rivière à la Martre	3
" Christie, ruisseau Vallée	6

Bonaventure Ouest

Canton Carleton, rangs 3 à 7	10 1/3
Rivière Escuminac No 7	6

Lac Saint-Jean Ouest

Rivière Samagua	287½
" au Rat	902
" Mistassibi	1287½

Lac Saint-Jean Nord-Ouest

Rivière Ashuapmouchouan	526
Rivières Ashuapmouchouan et du Chef	2089

Agence du Saguenay

Les petites Rivières, canton Manicouagan	5½

iver Bell Basin:

Township Pascalis	100
" Louvicourt	95
" Marrias	60
" Tillemont	100
" Vauquelin	25

Lower Ottawa

Rawdon and Chersey	16

Lake St-John West

River Petite Péribonka	125
River Alex	137½
Rivers Peribonka and Serpent	769½

Lake St-John East

Upper River aux Ecorces	141
Grand River Pikauba	90
Rivers du Moulin and Cyriac No. 1	21
" " " No. 2	38
Upper River Ha! Ha!	23
Anse St-Jean A	6 3/4
Anse St-Jean B	5½
Townships Bourget, No. 2	20
" Simard, No. 2	10
" Harvey, No. 2	4
" Cimon, No. 2	1
" Falardeau, No. 61	9
" Sagard	20

Matapedia Valley

Township Causapscal	3½
" " No. 2	9

St-Laurent of Metapedia

River Assemetquagan	222
Little River, east branch	13
Flats Lands Brook, No. 2	3 3/4

Rimouski West

Upper River Mistigougeche	45

Gaspé West.

Township Taschereau	1½
" Cap Chat, River Ste-Anne	2 2/3
" Tourelle, Beaver Brook	1 1/3
" Duchesnay Arbour Brook	2 1/4
" Duchesnay, Riv. MarsouinsA	5½
" Christie, Riv. Marsouins B	4½
" Christie, Riv. à la Martre	3
" Christie, Vallee Brook	6

Bonaventure West

Township Carleton, ranges 3 to 7	10 1/3
River Escuminac, No. 7	6

Lake St-John West

River Samagua	287½
" Mistassibi	1287½
" au Rat	902

Lake St-John North West

River Ashuapmouchouan	526
Riv. Ashuapmouchouan and du Chef	2089

Saguenay Agency

Little Rivers, township Manicouagan	5½

Conditions de l'enchère

Le permis sera adjugé au plus haut encherisseur.

La prime d'adjutication est payable en trois versements égaux: le premier comptant, les deux ième dans un an et le dernier dans deux ans, avec intérêt au taux de 6% par an.

La rente foncière pour 1914-1915 est payable comptant.

Le gouvernement se réserve le droit de disposer, dans le territoire sous permis, des terrains nécessaires à l'exploitation et au développement, soit directement ou par dérivation, des pouvoirs hydrauliques.

Les concessionnaires de permis, dans les bassins des rivières au Rat, Mistassibi et Ashuapmouchouan devront, dans un délai de trois ans, fabriquer dans la Province de Québec, de la pulpe ou du papier avec le bois provenant de leurs terrains respectifs, en proportion de 5 tonnes par jour par 100 milles carrés et à cette fin pourront affermer les pouvoirs hydrauliques de ces rivières aux conditions ordinaires.

Le permis de coupe sera sujet aux lois et règlements des bois présents et à venir compatibles avec les conditions spéciales ici imposées.

Pour tout autre renseignement s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

JULES ALLARD,
1539 Ministre des Terres et Forêts.

Condutions of the Auction

Permits will be adjudged to highest bidder.

The price of adjudication is payable in three equal instalments; the first cash, the second in twelve months and the last in two years, with interest at the rate of 6% per annum.

The ground rent for 1914-15, is payable in advance.

The Government reserves the right to dispose, in the territory under permit, of the lands required for the exploitation and development, directly or by diversion, of the water power.

The grantees of permits, in the Basins of rivers au Rat, Mistassibi and Ashuapmouchouan, shall, within a delay of three (3) years, manufacture in the Province of Quebec, with the timber taken from their respective lands, pulp or paper in the proportion of five (5) tons per day per 100 square miles, and to this end may acquire the water powers of these rivers on the usual conditions.

The permit to cut will be subject to the laws and regulations now in force, or to be enacted in future consistent with the special condition now imposed.

Further informations may be obtained from the Department of Lands and Forest, at Quebec.

JULES ALLARD,
1540 Minister of Lands and Forests.

Avis

Province de Québec,
Municipalité du comté d'Yamaska.

Aux habitants des municipalités locales des paroisses de Saint-Michel d'Yamaska et de Saint-David, dans le dit comté.

AVIS PUBLIC.

EST, par les présentes, donné par moi, soussigné, LOUIS VERONNEAU, Sécrétaire Trésorier du Conseil Municipal du comté d'Yamaska; Que le dit Conseil, à une session tenue au palais de justice en la paroisse de Saint-François du Lac, mercredi, le douze août mil neuf cent quatorze, a adopté la résolution suivante, savoir;

Il est proposé par M. le Conseiller Joseph Desrosiers, Secondé par M. le Conseiller Olivier Verrier;

ATTENDU que, par requête déposée au bureau de ce Conseil le dix juin mil neuf cent quatorze, MM. Arthur Théroux, Thomas Joyal et autres intéressés ont demandé, à ce Conseil, d'annexer, pour les fins municipales et civiles, à la municipalité de la paroisse de Saint-David, le certain territoire ci-après désigné, faisant partie de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska;

ATTENDU qu'avis publics de la considération de cette requête ont été bien et dûment donnés aux habitants des dites deux municipalités des paroisses de Saint-Michel d'Yamaska et de Saint-David;

Attendu qu'aucune opposition sérieuse n'est faite à cette demande d'annexion;

ATTENDU qu'après avoir pris connaissance de la dite requête et des raisons apportées à son soutien, il parait juste et équitable d'en accorder les conclusions, il est résolu ce qui suit:

LE TERRITOIRE SUIVANT, comprenant

Notice

Province of Quebec,
Municipality of the county of Yamaska.

To the inhabitants of the local municipalities of the parishes of Saint-Michel d'Yamaska and of Saint-David, in the said County.

PUBLIC NOTICE.

IS hereby given by me, the undersigned, LOUIS VERONNEAU, Secretary Treasurer of the municipal Council of the County of Yamaska, that the said Council, at a session held in the Court House, in the parish of Saint-François du Lac, Wednesday, August, the twelfth, one thousand nine hundred and fourteen, has adopted the following resolution, viz;

Moved by Councillor Joseph Desrosiers, seconded by Councillor Olivier Verrier;

SEEING that, by petition deposed in the office of this Council on the tenth of June one thousand nine hundred and fourteen, Messrs. Arthur Théroux Thomas Joyal and other niterested, have requested from the Council the annexion for municipal and civil purposes to the municipality of the parish of Saint David, the territory hereafter designed, being a part of the parish of Saint-Michel d'Yamaska;

SEEING that public notices of the examination of that petition have been well and duly given to the inhabitants of the said two municipalities of the parishes of Saint Michel d'Yamaska and Saint David;

SEEING that no serious protestation is made against this demand of annexion;

SEEING that, after having inquired into the said request and into the arguments alleged to support it, it seems just and equitable to grant its conclusions, it is resolved as follows;

The following territory including two portions

deux lopins de terre faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska et contigus à la municipalité de la paroisse de Saint-David, est et demeurera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska et annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-David, pour toutes fins municipales et civiles, savoir; Le premier lopin de terre, comprenant les lots Nos. deux cent un, deux cent deux, deux cent trois, deux cent quatre, deux cent cinq, deux cent six, deux cent sept du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska et étant borné au Nord-Ouest par la ligne de séparation entre le lot No 207 et le No 208; au Nord-Est, par la ligne qui sépare les Nos 201 à 207 inclusivement, de la paroisse de Saint-Gérard Majella; au Sud, par la ligne entre les paroisses de Saint-David et Saint-Michel d'Yamaska. Et le deuxième lopin de terre comprenant les Nos deux cent dix, deux cent onze et deux cent douze et partie des Nos deux cent treize et deux cent seize du dit cadastre et borné par la ligne de division des dites deux paroisses, par la rivière Yamaska et par la rivière David; Laquelle résolution a été aprouvée par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en Conseil, par arrêté en date du vingt et un août courant, 1914.

DONNE sous mon seing et le sceau de la dite municipalité du Comté d'Yamaska, au bureau du dit Conseil, au village de Saint-Michel d'Yamaska, ce vingt-sixième jour du mois d'août, mil neuf cent quatorze.

(Signé) Ls. VERONNEAU,
Sec.-Trés., C. M. C. Y.

Vraie copie.
Ls. Véronneau,
Sec.-Trés., C. M. C. Y. 4089–2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford.

AVIS POUR RATIFICATION DE TITRE.

Avis est par le présent donné que la corporation du village de Roxton Falls, dit district, par acte de vente fait et passé devant Mtre P. A. Séguin, N. P., le 29 juillet 1914, en la cité et le district de Montréal, a acheté l'immeuble connu et désigné comme étant le lot No 154 du cadastre du dit village de Roxton Falls, de MM. François Régis Vinet et Pierre Henri Dufresne, comptables, en la dite cité de Montréal, en leur qualité de liquidateurs de "The Poirier Chairs & Casket Co. Lted", de Roxton Falls, susdit, et que copie du dit acte de vente a été déposé entre les mains des dits Vinet & Dufresne, à leur bureau, No 99, rue Saint-Jacques, à Montréal susdit, ainsi que le certificat du régistrateur du comté de Shefford touchant le dit lot No 154 de Cadastre de Roxton Falls, suivant les exigences de l'article 7553 des Statuts Refondus de la province de Québec.

Les possesseurs et propriétaires du dit immeuble, pendant les trois dernières années, avant la dite corporation de Roxton Falls, furent "The Poirier Chairs & Casket Co. Ltd", maintenant en liquidation, et avant la dite compagnie, Wilfrid Poirier, industriel, du dit village de Roxton Falls.

F. X. A. GIROUX,
Avocat de la dite corporation,
du village de Roxton Falls.
Sweetsburg, 6 août 1914. 3709–5

---

of land being parts of the municipality of the parish of Saint-Michel d'Yamaska and contiguous to the parish of Saint David, is and will remain separated from the municipality of the parish of Saint Michel d'Yamaska and annexed to the municipality of the parish of Saint David for all municipal and civil purposes, viz; The first portion of land including the lots Nos two hundred and one, two hundred and two, two hundred and three, two hundred and four, two hundred and five, two hundred and six, two hundred and seven of the official property-register of the parish of Saint Michel d'Yamaska and being bounded to the North-West by the separation line between the No. 207 and the No. 208; to the North-East, by the line which separates the Nos. 201 to 207, inclusively, from the parish of Saint Gerard Majella; to the South, by the line passing between the parishes of Saint David and Saint Michel d'Yamaska. And the second portion of land including the lots Nos. two hundred and ten, two hundred and eleven and two hundred and twelve and part of Nos. two hundred and thirteen and two hundred and sixteen of the said property-register and bounded by the line dividing the said two parishes, by the Yamaska river and the river David; Which resolution has been approved by His Honor the Lieutenant Governor in Council, by order dated the twenty-first day of August, current, 1914.

GIVEN under my sign and the seal of the said municipality of the county of Yamaska, at the office of the said Council, in the Village of Saint Michel d'Yamaska, the twenty sixth day of the month of August, nineteen hundred and fourteen.

(Signed), Ls. VERRONNEAU,
Sec.-Treas., M. C. C. Y.

True Copy.
Ls. Véronneau,
Sec.-Treas., M. C. C. Y. 4090

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford

NOTICE FOR CONFIRMATION OF TITLE

Notice is hereby given that the corporation of the village of Roxton Falls, aforesaid district, by deed of sale made and executed before P. A. Seguin, Esq., N. P., on the 29th July, 1914, in the city and district of Montreal, has purchased the immoveable known and designated as being the lot No. 154, of the cadastre of the said village of Roxton Falls, from Messrs, François Régis Vinet and Pierre Henri Dufresne, accountants, of the city of Montreal, in their capacity of liquidators of "The Poirier Chairs and Casket Co. Ltd", of Roxton Falls aforesaid, and that a copy of the said deed of sale has been deposited with the said Vinet & Dufresne, at their office, No. 99, Saint James street, Montreal aforesaid, with the certificate of the registrar of the county of Shefford, respecting the said lot No. 154 of the cadastre of Roxton Falls, according to the provisions of article 7553 of the Revised Statutes of the province of Quebec.

The holders and proprietors of the said immoveable, during the last three years before the said corporation of Roxton Falls, were "The Poirier Chairs & Casket Co. Ltd", now in liquidation, and before the said company, Wilfrid Poirier, manufacturer of the said village of Roxton Falls

F. X. A. GIROUX,
Attorney for the said corporation
of the village of Roxton Falls.
Sweetsburg, 6th August, 1914. 3710

Avis Divers

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 889.

Dame Chaie Tillie Shaitoff, des cité et district de Montréal, femme commune en biens d'Abraham Selector, du même endroit, marchand, Demanderesse; vs Abraham Selector, des cité et district de Montréal, marchand, Défendeur.

—

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur en cette cause.

WEINFIELD & LEDIEU,
Procureurs de la demanderesse

Montréal, 3 septembre 1914. 4243

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Terrebonne,

Dame Malvina Cloutier, épouse de Albert Chartrand, de Sainte-Monique, district de Terrebonne et duement autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Albert Chartrand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 août, 1914.

DONAT LALANDE,
Procureur de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 27 août, 1914. 4073–2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.
No 751.

Dame Marie Tharsile Grandbois épouse commune en biens de Félix Routhier cultivateur, tous deux du township de Clifton, district de Saint-François, dument autorisée, a intenté une action en séparation de corps et de biens contre le dit Félix Routhier ce 3 août 1914.

HECTOR VERRET,
Procureur de la demanderesse

Sherbrooke, 3 août 1914. 3981–3

Cour supérieure. No 2195. Alice Hamel, de Québec, a ce jour institué une action en séparation de biens contre Antonio Joseph Deguise, de Québec, agent d'assurance, son époux.

MORAUD & SAVARD,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 26 août 1914. 4035–3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 661.

Dame Lillian Caron, de la cité de Verdun, dit district, épouse commune en biens de Seymour Stephen Rufh, du même lieu, contremaître, et la dite Dame Lillian Caron, dûment autorisée à ester en justice, pour les fins des présentes, Demanderesse;

vs

Seymour Stephen Rufh, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12 août 1914.

PATTERSON & LAVERY,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 18 août 1914. 3941–3

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 889.

Dame Chaie Tillie Shaitoff, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Selector, of the same place, merchant, Plaintiff; vs Abraham Selector, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.

—

An action for separation as to property has, this day, been instituted against the Defendant.

WEINFIELD & LEDIEU,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 3rd September, 1914. 4244

Superior Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Terrebonne.

Dame Malvina Gauthier, wife of Albert Chartrand, merchant, of Sainte Monique, district of Terrebnone, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Albert Chartrand, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 27th August, 1914.

DONAT LALANDE,
Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 27th August, 1914. 4074

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis.
No. 751.

Dame Marie Tharsile Grandbois wife common as to property of Felix Routhier, farmer, both of the township of Clifton, district of Saint Francis, duly authorized, has instituted an action for separation as to bed and board this 3rd day of August, 1914.

HECTOR VERRET,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 3rd August, 1914.. 3982

In the superior court. No. 2195. Alice Hamel, of Quebec, has this day instituted an action in separation as to property against Antonio Joseph Deguise, insurance agent, her husband.

MORAUD & SAVARD,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 26th August, 1914. 4036

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 661.

Dame Lillian Caron, of the city of Verdun, said district, wife common as to property of Seymour Stephen Rufh, of the same place, foreman, and the said Dame Lillian Caron, duly authorized herein *à ester en justice*, Plaintiff;

vs

Seymour Stephen Rufh, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property was instituted in this cause the 12th August, 1914.

PATTERSON & LAVERY,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 18th August, 1914. 3942

Dame Léda Moreau, épouse de Donat B. Albert, de Notre-Dame-du-Lac, a, le 3 septembre 1914, poursuivi son dit époux en séparation de biens. Léon Paradis, proc. dem.

4157-2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1225.

Dame Ethel Daoust, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Morris Grimm, du même lieu, commerçant, autorisée à ester en justice par jugement de la cour supérieure, rendu par le juge Lafontaine le 18 août 1914,

Demanderesse;

vs

Le dit Morris Grimm, Défendeur.

La demanderesse a ce jour, poursuivi le défendeur en séparation de biens.

PINAULT, GARNEAU & VANIER,
Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 18 août 1914. 4163

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Québec,
No 2433.

Dame Aurélie Beaudoin, épouse commune en biens de Xavier Vézina, cultivateur, de la paroisse de Saint Cajetan d'Armagh, comté de Bellechasse, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,

Demanderesse;

vs

Le dit Xavier Vézina, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le sixième jour d'août 1914.

TURGEON, ROY, LANGLOIS & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 6 août 1914. 3791-3

Cour Supérieure—Beauce.

No 1864.

Dame Marie Doyon, épouse commune en biens de Marcellin Lachance, journalier, de Saint-Gédéon, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Le dit Marcellin Lachance, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph Beauce, 10 août 1914.

3737-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1424.

Dame Adouilda Landry, épouse commune en biens de Firmus Bouchard, boulanger, de Lachine, district de Montréal, dument autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Firmus Bouchard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

ARTHUR GIBEAULT,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 2 septembre 1914. 4161-2

Dame Leda Moreau, wife of Donat B. Albert, of Notre-Dame du Lac, has, on the 3rd September, 1914, taken an action against her said husband for separation as to property. Leon Paradis. Att. Plaintiff. 4158

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1225.

Dame Ethel Daoust, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Morris Grimm, of the same place, trader, dulyauthorized to ester en justice by judgment rendered by the Superior Court, Lafontaine, J. on August 18th. 1914.

Plaintiff;

vs

The said Morris Grimm, Defendant.

Plaintiff has this day instituted against defendan an action in separation as to property.

PINAULT, GARNEAU & VANIER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 18th August, 1914. 4164

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2433.

Dame Aurélie Beaudoin, wife common as to property of Xavier Vézina, farmer of the parish of Saint Cajetan d'Armagh, county of Bellechasse, duly authorized to ester en justice for the purposes hereof, Plaintiff;

vs

The said Xavier Vézina, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the sixth day of August, 1914.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,
Attorneys for the Plaintiff.

Quebec, 6th August, 1914. 3792

Superior Court—Beauce.

No. 1864.

Dame Marie Doyon, wife common as to property of Marcellin Lachance, laborer, of Saint-Gédéon, duly authorized to *ester en justive*,

Plaintiff;

vs

The said Marcellin Lachance, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day against the defendant.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for the plaintiff.

Saint Joseph Beauce, 10th August, 1914.

3738

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1424.

Dame Adouilda Landry, wife common as to property of Firmus Bouchard, baker of Lachine district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff;

vs

The said Firmus Bouchard, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day by the Plaintiff against the Defendant.

ARTHUR GIBEAULT,
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 2nd September, 1914. 4162

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 2816.

Dame Leah Rachel Boguslevsky, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Nathan Romback, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Nathan Romback, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 14 août 1914.

COHEN & GOLDENBERG,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 21 août 1914. 3923-3

Province de Québec. District d'Iberville. Cour supérieure. No 271. De Louisa Maynard, épouse judiciairement autorisée à ester en justice, d'Honoré Raymond, entrepreneur-maçon, tous deux de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, Demanderesse; vs Le dit Honoré Raymond, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

JACQUES CARTIER,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 19 août 1914. 3915-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 796.

Dame Perl Zolotoroo, de la cité et district de Montréal, épouse commune en bien d'Abraham Gitterman, du même lieu, marchand; la dite Dame Perl Zolotoroo, étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Abraham Gitterman, de la cité et du district de Montréal, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été émanée contre le défendeur par la demanderesse, ce 21e jour d'août 1914.

WEMFIELD & LEDIEU,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 21 août 1914. 3921-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 2223.

Dame Agnès Cotter, épouse séparée de biens de Henry Vincent, judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Henry Vincent des cité et district de Montréal, entrepreneur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingtième jour d'août 1914.

BLAIR, LAFERTY & HALE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 24 août 1914. 3963-3

Province de Québec. District de Chicoutimi. Cour supérieure. No 4533. Marie-Louise Gauthier, épouse commune en biens de J.-Arthur Tremblay, marchand, de Jonquières, a intenté ce 10 juillet 1914, une action en séparation de biens contre son dit époux.

BELLEY & GAGNE,
Procureurs de la demanderesse.

Chicoutimi, 10 juillet 1914. 3931-3

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 2816.

Dame Leah Rachel Boguslevsky, of the city of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of Nathan Romback, agent, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff;

vs

The said Nathan Romback, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted on 14th August, 1914.

COHEN & GOLDENBERG,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 21st August, 1914. 3924

Province of Quebec. District of Iberville. Superior Court. No. 271. Mrs. Louisa Maynard, wife duly authorized to *ester en justice* of Honoré Raymond, contractor and mason, both of the town of Iberville, in the district of Iberville, Plaintiff; vs The said Honoré Raymond, of the same place, Defendant.

An action for separation as to bed and board has been, this day, instituted against the defendant.

JACQUES CARTIER,
Attorney for Plaintiff.

Saint John, 19th August, 1914. 3916

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 776.

Dame Perl Zolotoroo, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Gitterman, merchant, of the same place, the said Dame Perl Zolotoroo, being duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff;

vs

Abraham Gitterman, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.

An action in separation as to property has been issued against the Defendant, by the Plaintiff this 21st day of August, 1914.

WEMFIELD & LEDIEU,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 21st August, 1914. 3922

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 2223.

Dame Agnès Cotter, wife separate as to property of Henry Vincent, judicially authorized to *ester en justice*, Plaintiff;

vs

The said Henry Vincent, of the city and district of Montreal, contractor, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 20th day of August, 1914.

BLAIR, LAFERTY & HALE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 24th August, 1914. 3964

Province of Quebec. District of Chicoutimi. Superior Court. No. 4533. Marie-Louise Gauthier, wife common as to property of J.-Arthur Tremblay, merchant, both of Jonquières, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

BELLEY & GAGNE,
Attorneys for Plaintiff.

Chicoutimi, 10th July, 1914. 3932

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 3473.

Dame Marie Emma Massicotte, veuve de Théodore Parent, en son vivant journalier, des cité et district de Montréal, et épouse commune en biens en seconde noces de George Plante, boucher, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse;

vs

Le dit George Plante, boucher, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 18 juillet 1914, et rapportée le 4 août 1914.

D. U. LAFORTUNE,
avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 août 1914. 3795-4

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3473.

Dame Marie Emma Massicotte, widow of Theodore Parent, in his lifetime laborer, of the city and district of Montreal, and wife common as to property, by a second marriage of George Plante, butcher, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said George Plante, butcher, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 18th July, 1914, and recorded on the 4th August, 1914.

D. A. LAFORTUNE,
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 11th August, 1914. 3796

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Terrebonne.
No 182.

Dans l'affaire de Adolphe Renaud, de la paroisse de Saint-Jovite, marchand, débiteur-insolvable, et McCall, Sheyn & Son, Limited, Créancier-Requérant-cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Sainte-Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,
Protonotaire, C. S.

Sainte-Scholastique, 4 septembre 1914. 4209

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de "D. & R. Silk Waist".

Avis est par le présent donné que, le 4 septembre, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession susdite.

Les réclamations doivent être déposées dans les trente jours de cette date.

A. TURCOTTE,
J. A. TURCOTTE,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
Montréal. 4211

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Québec.
No 2929.

In re Johnny Bergeron, Québec, Marchand, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 4 septembre 1914, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous, dans les trente jours de cette date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs.

Bureau: 98½ rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 4 septembre 1914. 4213

Bankrupt Notices

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Terrebonne.
No 182.

In the matter of Adolphe Renaud, of the parish of Saint Jovite, merchant, Insolvent-Debtor; and McCall, Sheyn & Son, Limited, Creditor-Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditor at the office of the prothonotary of the superior court, at Sainte Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,
Prothonotary, S. C.

Sainte Scholastique, 4th September, 1914. 4210

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of "D. & R. Silk Waist".

Notice is hereby given that on the 4th of September, by an order of the court we were appointed joint curators to the above estate.

Claims must to be filed within thirty days from this date.

A. TURCOTTE,
J. A. TURCOTTE,
Joint-Curators.

Office of Kent & Turcotte,
Montreal. 4212

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 2929.

In re Johnny Bergeron, of Quebec, Merchant, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 4th September, 1914, we have been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate, are requested to fyle them, with us, within thirty days, from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curators.

Office: 98, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 4th September, 1914. 4214

District de Saguenay.

Dans l'affaire de Joseph Perreault, Marchand, Moïsie, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du deuxième jour de septembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs-conjoints.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 3 septembre 1914. 4215

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford.
No 237.

In re Adolphe Matien *et al*, Insolvables;
et
J. H. Breault, Créancier-requérant.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une ordonnance du protonotaire de cette cour, en date du 5 septembre courant, le soussigné a été nommé gardien-provisoire aux biens des dits insolvables.

J. H. BRAULT,
Gardien-provisoire.

Sweetsburg, 8 septembre 1914. 4233

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 104.

In re Lorenzo Royer, Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 30 septembre 1914, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau, No 3 rue Notre-Dame Est, Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Curateur.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 8 septembre 1914. 4239

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Re Isaac Abrahamovitch, marchand de Montréal, Insolvable.

Avis est par les présentes que le sus-nommé, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub-gardien-provisoires.

55, Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 5 septembre 1914. 4251

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Re Louis Carp, Montréal, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la cour supérieure en date du 5 septembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

P. L. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 4249

District of Saguenay.

In the matter of Joseph Perreault, Merchant, Moïsie, Insolvent.

Notice is hereby given that according to an order of the court dated the second day of September, 1914, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint Curators.

Office: 101 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 3rd September, 1914. 4216

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford.
No. 237.

In re Adolphe Matien *et al*, Insolvents.;
and
J. H. Breault, Creditor-Petitioner.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the prothonotary of this court, bearing date the 5th September instant, the undersigned was appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. H. BREAULT,
Provisional Guardian.

Sweetsburg, 8th September, 1914. 4234

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 104.

In re Lorenzo Royer, Montréal, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared in the above matter, which will be open to objection until the 30th of September, 1914, after which date the dividend will be payable at my office, No. 3, Notre Dame street East, Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Curator.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 8th September, 1914. 4240

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Re Isaac Abrahamovitch, merchant of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub-Prov.-Guardians.

55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 5th September, 1914. 4252

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Re Louis Carp, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the superior court dated the 5th of September, 1914, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of present notice.

P. L. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier street, Montreal.
4250

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Aronson & Rutenberg, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 29 septembre 1914, après lequel jour le dividende sera payable au bureau des soussignés.

WILKS & BURNETT,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 10 septembre 1914. 4245

District de Québec.

Honoré Beaudet, marchand de Saint-Edouard, a le 5ème jour de septembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD, & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 9 septembre 1914. 4261

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 2901.
RE Théo. Leclerc, Québec, Insolvable

Avis est par le présent donné, que le 25ième jour d'août 1914, le dit insolvable a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire à Québec, suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,
Gardiens provisoires.

Bureaux: "Edifice Dominion",
126 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 9 septembre 1914. 4263

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District d'Arthabaska.
Re Lauzophe Nault, marchand de bois, Daveluyville, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable à le 5 septembre 1914, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Arthabaska, suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,
Gardiens provisoires.

Bureaux: "Edifice Dominion",
126 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 9 septembre 1914. 4265

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Terrebonne.

Adolphe Renaud, Sainte-Jovite, comté de Terrebonne, marchand, a, le 1er Septembre 1914, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Terrebonne, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 9 septembre 1914. 4267

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Aronson & Rutenberg, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a second dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until 29th September, 1914, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint Curators.

Office of Wilks & Burnett,
Montreal, 10th September, 1914. 4246

District of Quebec.

Honoré Beaudet, merchant of Saint Edouard, has on the 5th day of September, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional guardians.

Office: 101 Saint Peter street.
Quebec, 9th September, 1914. 4262

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 2901.
RE Theo. Leclerc, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 25th day of August, 1914, the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court at Quebec, according to law.

LARUE & TRUDEL,
Provisional guardians.

Offices: "Dominion Building",
126 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 9th September, 1914. 4264

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Arthabaska.
Re Lauzophe Nault, lumber merchant, Daveluyville, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 5th day of September, 1914, the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Arthabaska, according to law.

LARUE & TRUDEL,
Provisional guardians.

Offices: 126 Saint Peter street,
"Dominion Building", Quebec.
Quebec, 9th September, 1914. 4266

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Terrebonne.

Adolphe Renaud, Sainte Jovite, Terrebonne county, merchant, has, on the 1st September, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Terrebonne, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 9th September, 1914. 4268

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 2891.
Re Mme E. M. Bergeron, modiste, Québec,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que mardi le 8 septembre 1914, nous avons été nommés curateurs et MM. Elz. Delâge de Québec, représentant la maison J. D. Ivey Co., Ltd, J. T. Carroll, de Montréal, représentant la maison Hodgson Summer Co. Ltd., W. Robert, gérant de la Banque d'Hochelaga, Saint-Roch, Québec, inspecteurs aux biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite insolvable, sont requises de les produire entre les mains des soussignés, dûment attestées sous serment, dans les trente jours de cette date.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs.

Bureaux: Edifice Dominion,
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 8 septembre 1914. 4253

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Beauce.
In re Onésime Grégoire, Beauceville,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 3 septembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 9 septembre 1914. 4269

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
In re J. A. Marier & Cie, Saint-Romuald,
Insolvables.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 8 septembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 9 septembre 1914. 4271

District de Montréal.

In re M. Nicholson "White Kitchen", Montréal,
Insolvable.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la cour supérieure en date du 5 septembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre nos mains dans les 30 jours du présent avis.

PROVOST & BEDARD,
Curateurs conjoints.

107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 9 septembre 1914. 4275

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 2891.
Re Mrs. E. M. Bergeron, milliner, Quebec,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 8th of September, 1914, we have been appointed curators and Messrs. Elz. Delâge, of Quebec, representative of the J. D. Ivey & Co., Ltd, J. T. Carroll, of Montreal, representative of the Hodgson Summer Co., Ltd., W. Robert, manager, Banque d'Hochelaga, Saint Roch, Quebec, inspectors to the said estate.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, in the hands of the undersigned, within 30 days from this date.

LARUE & TRUDEL,
Curators.

Office: "Dominion Building",
126, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 8th September, 1914. 4254

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Beauce.
In re Onésime Grégoire, Beauceville,
Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 3rd September, 1914, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 9th September, 1914. 4270

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
In re J. A. Marier & Co., Saint Romuald,
Insolvents.

In virtue of an order of the court dated 8th September 1914, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 9th September, 1914. 4272

District of Montreal.

In re M. Nicholson, "White Kitchen", Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgement of the superior court dated the 5th of September, 1914, we have been appointed joint curators to the above named estate.

Sworn claims must be filed with us within 30 days of present notice.

PREVOST & BEDARD,
Joint curators.

107, Saint James street.
Montreal, 9th September, 1914. 4276

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Re Alfred Girard, marchand de Tetreaultville, district de Montréal, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le neuvième jour de septembre, 1914, le sus nommé insolvable a déposé son bilan au protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. Gardiens provisoire.

Bureau, 55 rue Saint-François-Xavier.
Montréal. 4273

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Pontiac.
No 1471.

In re Conn & Cie, Fort Coulonge, P. Q., Failli.

Avis est donné que le 2 septembre 1914, par ordre de la Cour Supérieure, nous avons été nommés Curateurs à la succession des sus-nommés, absents.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 12 septembre 1914. 4277

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Rubin Vudofsky, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le troisième jour de septembre 1914, suivant jugement rendu par la cour supérieure du district de Montréal, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations doivent les produire entre mes mains duement assermentées, sous trente jours de cette date.

G. E. MARTIN,
Curateur.

211 rue McGill, Montréal.
Montréal, 9 septembre 1914. 4281

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Arsène Charest, "Café Saint-Jacques", Failli;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné, qu'un premier et dernier bordereau de dividende, sera payable le ou après le 29 septembre 1914.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 9 septembre 1914. 4293

Cour Supérieure.

Province de Qué bec,
District de Richelieu.
No 5681.

Marie Haddad, Demanderesse;

vs

Régina Haddad, marchande, de la cité de Sorel, district de Richelieu, Défenderesse-faillie.

Avis est donné que le huitième jour du mois de septembre courant (1914) le sousigné a été nommé, par ordonnance de la cour, curateur aux biens

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Re Alfred Girard, merchant of Tetreaultville, District of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 9th day of September, 1914, the above-named has deposited with the prothonotary of the superior court for the district of Montreal.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. Provisional guardians.

Office, 55 Saint François Xavier street,
Montreal. 4274

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Pontiac,
No. 1471.

In re Conn & Co., Fort Coulonge, P. Q., Insolvents.

Notice is hereby given that on the 2nd September, 1914, by order of the Court, we were appointed Curators to the estate of the above named, absentees.

Sworn claims must be fyled at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

National Bank Building,
99, Saint James street,
Montreal, 12th September, 1914. 4278

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Rubin Vudofsky, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the third day of September, 1914, in virtue of a judgement rendered by the superior court of the district of Montreal, I have been appointed curator to the property of the aforesaid insolvent.

All parties having claims must fyle then duly sworn in my hands, within thirty days from this date.

G. E. MARTIN,
Curator.

211 McGill street, Montreal.
Montreal, 9th September, 1914. 4282

Superior Court.

Province of Quebec
District of Montreal.

In re Arsène Charest "Café Saint Jacques" Insolvent.

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet will be payable on or after the 29th September, 1914.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre-Dame East street, Montreal.
Montreal, 9th September, 1914. 4294

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 5681.

Marie Haddad, Plaintiff;

vs

Regina Haddad, merchant of the city of Sorel, district of Richelieu, Defendant-Insolvent.

Notice is hereby given that on the eight day of the month of september instant (1914) the undersigned has been appointed, by an order of

de la défenderesse-faillie qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains, dans les trente jours du présent avis.

J. O. PROVOST,
Curateur.

Sorel, 9 septembre 1914. 4295

En liquidation

AVIS PUBLIC.

Canada,
Province de Québec,
District de Roberval.
No 243.

Re La Compagnie de Conserves d'Hébertville,
En liquidation.

Aux créanciers, contributaires, actionnaires ou membres de la dite compagnie.

—

Conformément à un jugement de l'honorable Blaise Letellier, juge de la cour supérieure, pour le district de Chicoutimi, en date du 3 août 1914, l'immeuble suivant sera mis aux enchères, au village de Hébertville-Station, à la porte de l'église le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin:

a. Toute cette partie de terrain, comprenant la partie nord des lots de terre connus et désignés sous les numéros cinq A et quatre B (5A-4B) du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton de Labarre, dans le comté du Lac Saint-Jean, comprise dans les limites suivantes, savoir: en front vers le sud, au terrain de la compagnie du chemin de fer Québec et du Lac Saint-Jean; en arrière à la profondeur, au trait-carré séparant le deuxième rang ouest du dit canton de Labarre, du cinquième rang du dit canton; joignant à l'est au terrain de Louis Côté et à l'ouest à celui de Joseph E. Cloutier, de Chicoutimi, et:

b. Un autre terrain situé en même lieu, mesurant quatre cent quarante-quatre pieds environ de largeur sur cent pieds de profondeur, faisant partie des lots cinq A et quatre B (5A-4B) du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du susdit canton de Labarre, borné en front vers le sud, au chemin qui s'y trouve, au nord au terrain de la cie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, joignant à l'est au terrain de Louis Asselin et à l'ouest à celui de Augustin Néron—avec ensemble toutes les bâtisses dessus construittes sur les immeubles sus-décrites, appartenances et dépendances, le tout cédé en cette affaire.

Conditions de la vente.

1. La vente sera faite à l'encan public, en bloc, *as a going concern* ou *running plant*, y compris toutes les machineries, outils, instruments, etc., *as a going concern* ou *running plant*, y compris tous les accessoires.

2. L'adjudication sera faite au dernier et au plus haut enchérisseur.

3. La vente sera soumise aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, de 1909, afin de donner à l'acquéreur un titre parfait, équivalent à une vente par le shérif.

4. L'acquéreur devra payer 25% comptant accompte de son prix d'acquisition en signant l'adjudication; la balance devant être payée après que les formalités de l'article 7552 et suivants seront remplies.

the court, curator to the property of the defendant-insolvent who has made an abandonment of her property for the benefit of her creditors.

Claims attested under oath must be fyled in my hands within thirty days of the present notice.

J. O. PROVOST,
Curator.

Sorel, 9th September, 1914. 4296

In Liquidation

PUBLIC NOTICE

Canada,
Province of Quebec,
District of Roberval.
No. 243.

Re La Compagnie de Conserves d'Hebertville,
In liquidation.

To the creditors, contributories, shareholders or members of the said company:

—

Pursuant to a judgment of the Honorable Blaise Letellier, judge of the superior court, for the district of Chicoutimi, bearing date the 3rd August, 1914, the following immoveables shall be put to auction, at the village of Hebertville Station, at the church door, on the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

a. The whole of that parcel of land, comprising the north portion of the lots of land known and designated under the numbers five A and four B (5A-4B) of the official cadastre for the second western range of the township of Labarre, in the county of Lake Saint John, contained within the following limits, to wit: in front towards the south by the land of the Quebec and Lake Saint John Railway Company; in the rear in depth by the rear range line dividing the second western range of the said township of Labarre from the fifth range of the said township;on the east by the land of Louis Côté and on the west by that of Joseph E. Cloutier, of Chicoutimi, and:

b. Another lot of land situate at the same place, measuring about four hundred and forty four feet in width by one hundred feet in depth,forming part of the lots five A and four B (5A-4B) of the official cadastre of the second western range of the aforesaid township of Labarre, bounded in front towards the south by the existing road, on the north by the land of the Quebec and Lake Saint John Railway Company, on the east by the land of Louis Asselin and on the west by that of Augustin Néron, —together with all the buildings erected upon the above described immoveables, appurtenances and dependencies, the whole assigned in the above matter.

Conditions of sale.

1. The sale will be by public auction, *en bloc*, as a going concern or running plant, including all the machinery, equipment, instruments etc., as a going concern or running plan including all accessories.

2. The adjudication shall be made to the last and highest bidder.

3. The sale shall be subject to articles 7552 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909, so as to give to the purchaser a perfect title, the same as a sale by the sheriff.

4. The purchaser shall pay 25% cash on account of the purchase price when signing the adjudication, the balance to be paid after the formalities of Art. 7552 and following have been complied with.

5. Un acte notarié sera fait entre l'acquéreur et le liquidateur pour être déposé entre les mains du liquidateur, suivant les articles 7552 et suivants mentionnés plus haut et j'ai signé.

FLAVIEN GAUVREAU,
Liquidateur.

L. G. BELLEY,
Procureur du liquidateur.

Bureau: 126 rue Saint-Pierre, Québec.

Hébertville-Station, 24 août 1914. 4005-3

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal,
(En vertu de la Loi des Liquidations.)

Dans l'affaire de "Unity Building, Limited,
En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé entre les mains du "Montreal Trust Company", le liquidateur de "Unity Building, Limited", en liquidation, à son bureau, 142, rue Notre-Dame ouest, Montréal, un certain acte de vente, passé devant Dougall Cushing, notaire public, le onzième jour d'août 1914, et portant les numéros 3425 des minutes du dit notaire, de "Unity Building, Limited", en liquidation, représentée par "Montreal Trust Company", son liquidateur, à H. B. Yates, M. D., dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite comme suit, à savoir:

Toute la propriété de la compagnie en liquidation consistant de tous, droits, titres, réclamation et intérêt de "Unity Building, Limited", en liquidation, dans le bail emphythéotique daté le trentième jour de février 1912, fait entre "Unity Building, Limited", et Hudson Bay Knitting Company, Limited, touchant le lot 1073 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, avec toutes bâtisses, améliorations, usines, meubles à demeure fixe, et machineries appartenant à la compagnie en liquidation situés dans ou sur la propriété ci-dessus décrite, ou en aucune manière y appartenant ou employés en rapport avec telle propriété.

Prenez aussi avis que le certificat de recherches du régistrateur touchant la dite propriété immobilière a aussi été déposé entre les mains du "Montreal Trust Company", le liquidateur, à son dit bureau.

Le dit lot de terre connu comme lot 1073 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, était détenu et possédé par "Hudson Bay Knitting, Company, Limited", du vingt-troisième jour de mai 1911, au dit trentième jour de février 1912.

Depuis la dite date le dit lot de terre avec les bâtisses dessus érigées, a été possédé par "Unity Building Limited", en vertu du bail emphythéotique ci-dessus mentionné.

Les dits acte de vente et certificat du régistrateur ont été ainsi déposés en vertu et conformément aux prescriptions de l'article 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et cet avis est donné conformément aux prescriptions des dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente par shérif.

Daté à Montréal, ce treizième jour d'août 1914.,

"MONTREAL TRUST COMPANY"
3787-4 Liquidateur.

---

5. A notarial deed shall be executed between the purchaser and the liquidator to be deposited with the liquidator, according to articles 7552 and following mentioned above.

FLAVIEN GAUVREAU
Liquidator.

L. G. BELLEY,
Attorneys for the liquidator.

Office: 126 Saint Peter street, Quebec.

Hebertville-Station, 24th August, 1914. 4006

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
(Under the Winding-up Act.)

In the matter of Unity Building, Limited,
In liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with Montreal Trust Company, the liquidator of Unity Building ,Limited, in liquidation, at its office, 142 Notre Dame street, west, Montreal, a certain deed of sale, passed before Dougall Cushing, notary public, on the 11th day of August, 1914, and numbered 3425 of the minutes of said Notary, from Unity Building, Limited, in liquidation, represented by Montreal Trust Company, its liquidators, to H. B. Yates, M. D., in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

All the property of the Company in liquidation consisting of all right, title, claim and interest of Unity Building, Limited, in liquidation, in the emphyteutic lease dated the 30th day of February, 1912, made between Unity Building, Limited, and the Hudson Bay Knitting Company, Limited, affecting lot 1073 on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, together with all buildings, improvements, plant, fixtures and machinery belonging to the company in liquidation situate in or upon the above described property, or in any wise appertaining thereto or used in connection therewith.

And further take notice that the Registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with Montreal Trust Company, the liquidator, at its said office.

The said lot of land, know as lot 1073 on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward in the city of Montreal, was owned and possessed by the Hudson Bay Knitting Company, Limited, from the 23rd day of May, 1911, to said 30th day of February, 1912.

Since said date the said lot of land together with the buildings erected thereon has been possessed by Unity Building, Limited, under the emphyteutic lease mentioned above.

The said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of Article 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909. and this notice is given pursuant to the provisions of said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal, this 13th day of August, 1914.

"MONTREAL TRUST COMPANY",
3788 Liquidator.

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé.
Comté de Bonaventure.
No 2275.

John Duguay, cultivateur de Sainte-Adélaïde de Pabos, comté de Gaspé, Demandeur;

vs

François-Xavier Dugal, de Chandler, dans la municipalité de Saint-Adélaïde de Pabos, susdite, Défendeur;

et

Mike Murphy, de Chandler, susdit, Opposant.

—

Le huitième jour du mois de septembre 1914.

—

Sur l'ordre des soussignés, donné ce jour, vu l'insolvabilité du dit défendeur, François-Xavier Dugal, de Chandler, dans la municipalité de Sainte-Adélaïde de Pabos, comté de Gaspé, les créanciers du dit défendeur qui n'ont pas déposé leurs réclamations, sont maintenant appelés à le faire et les déposer au bureau des soussignés protonotaires de la cour supérieure, à New-Carlisle, pour le district de Gaspé, dans les quinze jours suivant la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile.

MAGUIRE & BLANCHET,
Protonotaires-conjoints
4235 de la cour supérieure.

—

Dans la Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 681.

Le quinzième jour de juin mil neuf cent quatorze

PRESENT: L'honorable Juge J. C. McCorkill, J. C. S.

—

La Compagnie Tremblay & Desbiens, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à la Tuque, Demanderesse;

et

Joseph Tremblay, de Saint-Bruno, journalier, Défendeur;

et

The North Shore Power Railway & Navigation Company, corporation légale, ayant le siège de ses affaires à Québec, Tiers-Saisi.

et

Louis-Philippe Girard, de Chicoutimi, Intervenant.

Il est ordonné aux créanciers du défendeur qui n'ont pas encore produit des réclamations de le faire en produisant leurs réclamations dans les présentes causes au greffe de la Cour Supérieure, Québec, dans les quinze jours de la date de la première insertion de la présente ordonnance.

AMD. ROBITAILLE,
4119-2 P. C. S.

—

Order of the Court

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure.
No. 2275.

John Duguay, farmer of Sainte Adélaïde de Pabos, county of Gaspé, Plaintiff;

vs

François-Xavier Dugal, of Chandler, in the municipality of Sainte Adélaïde de Pabos, aforesaid, Defendant.

and

Mike Murphy, of Chandler, aforesaid, Opposant.

—

The eight day of the month of September, 1914.

—

On the order of the undersigned, given this day seeing the insolvency of the said defendant, François-Xavier Dugal, of Chandler, in the municipality of Sainte Adélaïde de Pabos, county of Gaspé, the creditors of the said defendant who have not filed their claims, are now called upon to do so, and to file them at the office of the undersigned prothonotary of the superior court, at New Carlisle, for the district of Gaspé, within fifteen days from the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, according to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

MAGUIRE & BLANCHET,
Joint-prothonotary of
4236 the superior court.

—

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No 681.

On the fifteenth day of June, one thousand nine hundred and fourteen.

The Honorable Justice J. C. McCorkill, J. S. C.

—

"La Compagnie Tremblay & Desbiens, a body politic and corporate having its head office at La Tuque, Plaintiff;

and

Joseph Tremblay, of Saint Bruno, laborer, Defendant;

and

The North Shore Power Railway & Navigation Company, a legal corporation having its head office at Quebec, Garnishee;

and

Louis-Philippe Girard, of Chicoutimi, Intervenant.

It is ordered to the creditors of the Defendant who have not yet filed their claims in the present case to file them at the Prothonotary's office, of the Superior Court, at Quebec, within fifteen days from the date of the first publication of the present order.

AMD. ROBITAILLE,
4120 - P. S. C.

—

17 SEP 1914

Assemblée annuelle

Avis est par le présent donné que, conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée annuelle des actionnaires de la compagnie "North Railway" aura lieu au bureau chef de la compagnie, dans la cité de Montréal, à 12 heures, midi, mercredi le 16ème jour de septembre 1914, pour l'expédition de toutes affaires qui peuvent être présentées légalement à l'assemblée.

T. L. VANNORDEN,
4247 Assistant-secrétaire.

Annual meeting

Notice is hereby given that in accordance with the by-laws of the company, the annual meeting of the shareholders of the "North Railway Company", will be held at the head office of the company, in the city of Montreal, at 12 o'clock, noon, on Wednesday, the 16th day of September, 1914, for the transaction of such business as may legally come before the meeting.

T. L. VANNORDEN,
4248 Assistant Secretary.

Vente par encan

Avis public est par le présent donné que les deux chars de machineries (consistant en un "Steam Log Hauler" et traineaux accessoires) qui furent expédiés de Brooks, Alberta, par W. P. Boshart, consignés à la "Jenckes Machine Company Limited", à Sherbrooke, dans la province de Québec, le 29 janvier 1912, et qui ont été depuis cette date en la possession du "Canadian Pacific Railway Company" à Sherbrooke, dans la province de Québec, non réclamés et sur lesquels il y a des charges de fret au montant de $795.00 et charges accrues d'emmagasinage, seront vendus à l'enchère publique, au comptant dans la cour à fret du "Canadian Pacific Railway Company", dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, mardi le vingt-septième jour d'octobre 1914, à onze heures de l'avant-midi, le tout conformément à l'article 346 de la loi des chemins de fer du Canada.

Daté à Sherbrooke, Qué., 3 septembre 1914.

JOHN J. GRIFFITH,
4229 Encanteur.

Auction Sale

Public notice is hereby given that the two cars of machinery, (consisting of one steam Log Hauler and Sleds therefor) which were shipped from Brooks, Alberta, by one W. P. Boshart, consigned to the Jenckes Machine Company, Limited, at Sherbrooke, in the province of Quebec on 29th January, 1912, and which has been since that date in the possession of the Canadian Pacific Railway Company, at Sherbrooke, in the province of Quebec, unclaimed and upon which there are freight charges amounting to $795.00, and accrued storage charges, will be sold by public auction, for cash in the freight yard of the Canadian Pacific Railway Company, at the city of Sherbrooke, in the province of Quebec, on Tuesday, the twenty seventh day of October, 1914, at the hour of eleven of the clock in the forenoon, the whole in accordance with the article 346 of the railway act of Canada.

Dated, Sherbrooke, Que., 3rd September, 1914.

JOHN J. GRIFFITH,
4230 Auctioneer.

Vente pour taxes municipales

Canada,
Province de Québec,
District d'Ottawa.

LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE DE BUCKINGHAM.

Avis public est par le présent donné par le soussigné David Roy, secrétaire-trésorier de la ville de Buckingham, que les emplacements ci-après mentionnées seront vendus par encan public, au bureau du soussigné, en la ville de Buckingham, MERCREDI, le 30 SEPTEMBRE mil neuf cent quatorze, à DEUX heures de l'après-midi, à moins que les taxes municipales et scolaires dues sur iceux et les frais encourues, ne soient payés avant cette date, à savoir:

Lyall Newton: les lots numéros 533-36-37, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier sud, de la ville de Buckingham, comté de Labelle—avec les bâtisses et autres dépendances dessus érigées.

Montant dû..... $17.95

A. E. Howard: le lot numéro 343, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier sud, de la ville de Buckingham, comté de Labelle—avec bâtisses et autres dépendances dessus érigées.

Montant dû..... $85.80

DAVID ROY,
Secrétaire-trésorier,
Ville de Buckingham.

Buckingham, ce 16ème jour d'août 1914. 4231
3

Sale for Municipal Taxes

Canada,
Province of Quebec,
District of Ottawa.

THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE TOWN OF BUCKINGHAM.

Public notice is hereby given by the undersigned, David Roy, Secretary Treasurer of the town of Buckingham, that the parcels of land hereunder mentioned will be sold by public auction at the office of the undersigned, in the town of Buckingham, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and fourteen, at TWO o'clock in the afternoon, unless the municipal and school taxes due thereon and costs incurred be paid before the above date, to wit:

Lyall Newton: the lots numbers 533-36-37 upon the official plan and in the book of reference of the south ward, of the town of Buckingham, county of Labelle—with the buildings and other dependencies erected thereon.

Amount due..... $17.95

A. E. Howard: the lot number 343, upon the official plan and in the book of reference of the south ward, of the town of Buckingham, county of Labelle—with the buildings and other dependencies erected thereon.

Amount due..... $85.80

DAVID ROY,
Secretary-treasurer,
Town of Buckingham.

Buckingham, this 16th of August, 1914. 4232

17 SEP 1914

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } P. ANTONIO
No 247. } PAINCHAUD, Demandeur; contre PHILEAS ROULEAU, Défendeur;

Comme appartenant au défendeur:

La moitié nord-ouest de la moitié sud-est du lot numéro quatre cent quarante-un (p. 441) du cadastre officiel pour le canton d'Irlande, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue au Bureau d'enrégistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1914, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 8 septembre 1914. 4259
[Première publication, 12 septembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthsabaka.

Arthabaska, à savoir: } "THE VICTORIA-
No 84. } VILLE FURNITURE CO.", Demanderesse; contre THE LYSTER WOOD BOX TURNING AND ENAMELLING CO. LIMITED, Défenderesse.

1. Un emplacement désigné comme étant les lots numéros cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, (53, 54, 55, 56, 57) de la subdivision du lot numéro dix-sept deux (17-2), du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton de Nelson—avec deux maisons dessus construites.

2. Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro dix-sept sept (17-7) du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton de Nelson, contenant un quart d'acres en superficie—avec maisons et dépendances dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anastasie de Nelson, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, (1914), à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 août 1914. 3835-2
[Première publication, 22 août 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir: } A SOCIETE
No 2228. } DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE QUEBEC, Demanderesse; contre JEFFREY CANTIN et HENRY CANTIN, ès-qualité, légataires universels, sous bénéfice d'inventaire de feu Etienne Cantin, Défendeurs.

Un emplacement portant les numéros cent cinquante-un et cent cinquante-deux (151 et 152) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Warwick, district d'Arthabaska—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le VINGT-

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } ANTONIO
No. 247. } PAINCHAUD, Plaintiff; against PHILEAS ROULEAU, Defendant.

As belonging to defendant.

The north-west half of the south east half of lot number four hundred and forty-one (p. 441), of official cadastre for the township of Ireland, containing fifty acres of land in superficies, more or less,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office for the county of Megantic, at Inverness on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, 1914, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 8th September, 1914. 4260
[First published, 12th September, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } THE VICTORIA-
No. 84. } VILLE FURNITURE Co., Plaintiff; against THE LYSTER WOOD BOX TURNING AND ENAMELLING CO. LIMITED, Defendant.

1. An emplacement described as being lots numbers fifty three, fifty four, fifty five, fifty six, fifty seven (53, 54, 55, 56, 57), of the subdivision of lot number seventeen two (17-2), of official cadastre for the fifth range of the township, of Nelson—with two dwelling houses thereon erected.

2. An emplacement known and described as being lot number seventeen seven (17-7), of official cadastre for the fifth range of the township of Nelson, containing quarter of an acre in superficies—with dwelling houses and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anastasie of Nelson, on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, 1914, at NINE o'clock in the forenoon..

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 17th August, 1914. 3836
[First published, 22nd August, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Arthabaska, to wit: } THE PERMA-
No. 2238. } NENT BUILDING SOCIETY OF QUEBEC, Plaintiff; against JEFFREY CANTIN and HENRY CANTIN, ès-qualité, universal legatees, *sous bénéfice d'inventaire*, of the late Etienne Cantin, Defendant.

An emplacement bearing numbers one hundred and fifty one and one hundred and fifty two, (151 and 152) of the official plan and book of reference of cadastre for the township of Warwick, district of Arthabaska—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Medard of Warwick, on the TWENTY FOURTH

QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Shérif.

Bureau du shérif,
Arthabaska, 19 août 1914. 3897–2

[Première publication, 22 août 1914.]

day of SEPTEMBER next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, 19th August, 1914. 3898

[First published, 22nd August, 1914.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois, No 2546. } ALFRED MONTPETIT, Demandeur; vs JOSEPH BARBEAU, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Un terrain sis et situé dans la paroisse de Sainte-Martine et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le No 474.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Martine, dans le comté de Châteauguay, VENDREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,
Shérif.

Bureau du shérif,
Salaberry de Valleyfield, 18 août 1914.
3831–2

[Première publication, 22 aout 1914].

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 2546. } ALFRED MONTPETIT, Plaintiff; vs. JOSEPH BARBEAU, Defendant.

As belonging to the Defendant.

A lot of land lying and situate in the parish of Sainte Martine, and known and designated upon the official plan and book of reference of the said parish under the No .474.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Martine in the county of Châteauguay, on FRIDAY, the TWENTY FIFTH day of SEPTEMBER next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,
Sheriff.

Sheriff's office,
Salaberry de Valleyfield, 18th August, 1914.
3832

[First published, 22nd August, 1914.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: No 47. } LA BANQUE DE SAINT-JEAN, en liquidation ET TANCREDE BIENVENU, Liquidateur ET EMILIEN ST-DENIS, contributaire, et le dit EMILIEN ST-DENIS, Opposant à jugement, et le dit liquidateur. Contestant.

Comme appartenant au dit Contrubitaire:

1. Une terre sise et située sur la deuxième Grande Ligne, concession sud-ouest, en la paroisse de Saint-Blaise, dans le district d'Iberville, faisant autrefois partie de la paroisse de Saint-Valentin; connue et désignée pour les fins d'enregistrement, comme étant le lot numéro deux cent trente-quatre (No 234) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Valentin—avec les bâtisses y érigées.

2. Une autre terre sise et située sur la deuxième Grande Ligne, concession sud-ouest, en la paroisse de Saint-Blaise, dans le district d'Iberville, faisant autrefois partie de la paroisse de Saint-Cyprien; connue et désignée pour les fins d'enregistrement, comme étant le lot numéro deux cent dix (No 210), des plan et livre de

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: No. 47. } LA BANQUE DE SAINT-JEAN, in liquidation AND TANCREDE BIENVENU, Liquidator, AND EMILIEN ST. DENIS, Contributary and the said EMILIEN ST. DENIS, Opponent to Judgment, and the said Liquidator Contesting.

As belonging to the said contributary:

1. A farm lying and situate on the second Grand Line, south west concession, in the parish of Saint-Blaise, in the district of Iberville, forming formerly part of the parish of Saint Valentine; known and designated for registering purposes, as being the lot number two hundred and thirty four (No. 234) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Valentine—with a house and other buildings thereon erected.

2. An other farm lying and situate on the second Grand Line, south west concession, in the parish of Saint Blaise, in the district of Iberville, forming formerly, part of the parish Saint Cyprien; known and designated for registering purposes, as being the lot number two hundred and ten (No 210) of the official plan and book of

renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien—sans bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la susdite paroisse de Saint-Blaise, le TREIZIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Jean, 5 septembre 1914. 4217
[Première publication, 12 septembre 1914.]

reference of the said parish of Saint Cyprien—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Blaise, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Johns, 5th September, 1914. 4218
[First published, 12th September, 1914.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: No 6601. DAME MARGARET KIRKLAND KIRKLAND, de la paroisse de Saint-Patrick de Rawdon, Demanderesse; contre JOHN DOHERTY, Défendeur, du même lieu.

Un lot de terre numéro douze A (No 12 A) du septième rang du canton de Rawdon et aussi un lot de terre numéro douze B et douze D, (12 B et 12 D) du huitième rang du canton de Rawdon, d'après le plan du cadastre et du livre officiels de renvoi—avec bâtisses, deux granges et une maison y érigées du défendeur en satisfaction d'un jugement rendu sur action hypothécaire du 24 septembre 1913.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrick de Rawdon, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,
Shérif.

Bureau du shérif,
Joliette, 6 septembre 1914. 4237
[Première publication, 12 septembre 1914.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: No. 6601. DAME MARGARET KIRKLAND KIRKLAND, of the parish of Saint Patrick de Rawdon, Plaintiff; against JOHN DOHERTY, Defendant, of the same place.

A lot of land number twelve A (No. 12 A) of the seventh range of the township of Rawdon, and also the lots of land numbers twelve B and twelve D (Nos. 12 B and 12 D) of the eight range of the township of Rawdon, according to the official cadastral plan and book of reference for the said township — with the buildings, two barns and a house erected thereon, in satisfaction of a judgment rendered in a hypothecary action of the 24th September, 1913.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrick de Rawdon, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff.

Sheriff's office,
Joliette, 6th September, 1914. 4238
[First published, 12 September, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 1590. ELIE PILON, Demandeur; contre JOHNNY ALIAS JEAN PAGE, Défendeur.

Un emplacement situé à Montréal, ayant front sur la rue Joliette, contenant vingt-cinq pieds de front sur cent dix pieds de profondeur, connu et désigné sous le numéro deux cent dix-neuf de la subdivision du lot officiel numéro vingt-trois (23-219) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 505 et 507 de la dite rue Joliette.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 9 septembre 1914. 4289
[Première publication, 12 septembre 1914.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 1590. ELIE PILON, Plaintiff; against JOHNNY ALIAS JEAN PAGE, Defendant.

An emplacement situate at Montreal, fronting on Joliette street, containing twenty-five feet in front by one hundred and ten feet in depth, known and designated under the number two hundred and nineteen of the subdivision of the official lot number twenty-three (23-219), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, bearing the civic numbers 505-507 of the said Joliette street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at eleven o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 9th September, 1914. 4290
[First published, 12th September, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LOUIS VERON-
No 590. } NEAU, Demandeur; contre DEMOISELLE ALICE LEDUC, fille majeure et usant de ses ddroits, Défenderesse.

Une certaine terre située en la paroisse de Longueuil, au premier rang, contenant environ soixante-huit arpents en superficie, connue et désignée sous le numéro "six (6), sur le plan et au libre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, avec une maison, grange et autres bâtisses dessus construites, moins la serre, le moulin à vent et deux sheds et ses accessoires; se trouve compris dans la présente désignation le terrain appartenant à la compagnie de Chemin de fer, de la rive sud, pris sur la dite terre et qui, ne fait point partie de la présente vente.

Tel que le tout se trouve avec les servitudes y attachées et les droits y inhérents. Le dit immeuble ayant front sur le premier rang.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 9 septembre 1914. 4285
[Première publication, 12 septembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ANATHA-
No 446. } LIE JODOIN, de la cité de Maisonneuve, veuve de feu Napoléon Favreau, en son vivant journalier, du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de légataire universelle en usufruit de tous les biens composant la succession du dit feu Napoléon Favreau, qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire du dit Napoléon Favreau, Demanderesse; contre NICHOLAS SANDO BRUNO, Défendeur.

Un immeuble ayant front sur la rue Notre-Dame, dans la cité de Maisonneuve, composé du lot numéro neuf et du lot numéro dix, de la subdivision du lot originaire numéro huit des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites, et avec droit de passage en commun avec ceux y ayant droit, dans la ruelle en arrière des dits lots, aux charges ordinaires d'entretien, le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 9 septembre 1914. 4287
[Première publication, 12 septembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Montréal.

Montréal, à savoir: } HIRAM MOSES,
No 1638. } LEVINOFF, Demandeur; contre ETHAN J. HOLLAND, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Sainte-Catherine, coin de l'Avenue Elgin, maintenant Avenue Melville, dans la cité de Montréal, contenant cent sept pieds et deux pouces de largeur en front par environ cent dix pieds de largeur en arrière entre la dite Avenue Elgin tel qu'élargie et le lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision numéro sept, par cent quarante-sept pieds de profondeur, suivant la ligne de division de l'Avenue Elgin et par cent quarante-huit pieds

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LOUIS VERON-
No. 590. } NEAU, Plaintiff; against MISS ALICE LEDUC, spinster of age and in the full exercise of her rights, Defendant:

A farm situate in the parish of Longueuil, in the first range, containing about sixty eight arpents in superficies, known and designated under the number "six" (6), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil—with a house, barn and other buildings erected thereon, save and except the lot house, windmill and two sheds and accessories thereof; included in the present description the land belonging to the compagnie de Chemin de fer de la rive sud, taken out of the said farm, and not included in the present sale.

The whole in its actual state with the servitudes attached and the rights appertaining thereto. The said immoveable fronting on the first range.

To be sold at the church door of the parish of St-Antoine de Longueuil, on the FIFTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 9th September, 1914. 4286
[First published, 12th September, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ANATHA-
No. 446. } LIE JODOIN, of the city of Maisonneuve, widow of the late Napoléon Favreau, in his lifetime laborer of the same place, both personally and in her capacity of universal legatee in usufruct of all the property comprising the estate of the late Napoléon Favreau and in her capacity of testamentary executing of the said Napoléon Favreau, Plaintiff; against NICHOLAS SANDO BRUNO, Defendant.

An immoveable fronting on Notre Dame street, in the city of Maisonneuve, composed of the lot number nine and the lot number ten, of the subdivision of the primitive lot number eight, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga,—with the buildings erected thereon, and a right of way in common with others having right thereto, in the lane situate at the rear of the said lots, subject to the ordinary charges of maintenance, the whole forming one sale plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at THREE o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 9th September, 1914. 4288
[First published, 12th September, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } HIRAM MOSES
No. 1638. } LEVINOFF, Plaintiff; against ETHAN J. HOLLAND, Defendant.

An emplacement fronting on Sainte Catherine street corner of Elgin Avenue, now Melville Avenue, in the city of Montreal, containing one hundred and seven feet and two inches in width in front, by about one hundred and ten feet width in rear between said Elgin Avenue as widened and the lot number two hundred and fifty-two subdivision seven, by one hundred and forty seven feet in depth, along the division of Elgin Avenue, and by one hundred and forty eight feet

de profondeur suivant la ligne de division entre le lot numéro deux cent cinquante-un et le dit lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision numéro sept donnant une superficie de seize mille seize pieds, mesure anglaise et plus ou moins; le dit emplacement se composant de la partie sud-est du lot numéro deux cent cinquante-un (Ptie S-E. 251), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, la dite partie du lot étant bornée en front par la dite rue Sainte-Catherine, en arrière par une autre partie du dit lot numéro deux cent cinquante-un du dit plan, sur un côté par le lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision numéro sept du dit plan et sur l'autre côté par une autre partie du dit lot numéro deux cent cinquante-un du même plan maintenant partie de la dite avenue Elgin, tel qu'élargi.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 9 septembre 1914. 4291
[Première publication, 12 septembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JEAN-BAPTISTE JO-
No 3625. } DOIN, Demandeur; contre ALFRED LAPORTE, Défendeur.

Un terrain sis et situé dans le quartier Mont Royal, de la cité de Montréal, composé du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante et huit (168), de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte des Neiges, sous le numéro vingt-huit (28), et sous le numéro trente-deux (32) de la resubdivision du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente-six (136), de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, sous le numéro vingt-huit (28); borné en front par l'avenue Maplewood—sans bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 8 septembre 1914. 4283
[Première publication, 12 septembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } REV. A. R. LAMAR-
No 1728. } CHE, Demandeur; contre ARTHUR ST-CHARLES, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, quartier DeLorimier, ayant front sur la rue Chabot, connu et désigné comme étant la subdivision officielle numéro quatre cent soixante-dix-neuf du lot originaire numéro cent soixante et un (161-479),des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Visitation—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 19 août 1914. 3873–2
[Première publication, 15 août 1914 est nulle].

---

in depth along the division line between the lot number two hundred and fifty-one and the said lot number two hundred and fifty-two subdivision seven giving a superficial area of sixteen thousand sixteen feet, english measure and more or less, said emplacement being composed of the south easterly part of the lot number two hundred and fifty-one (Pt. 5-E. 251), on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, said part of lot being bounded in front by said Sainte Catherine street, in rear by another part of the said lot number two hundred and fifty-one on said plan, on one side by the lot number two hundred and fifty two subdivision seven in the said plan and on the other side by another part of said lot number two hundred and fifty-one on the same plan now part of said Elgin Avenue, as widened.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 9th September, 1914. 4292
[First published, 12th September, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } JEAN-BAPTISTE JO-
No. 3625. } DOIN, Plaintiff; against ALFRED LAPORTE, Defendant.

A lot of land lying and situate in Mount Royal ward, of the city of Montreal, comprising the lot of land known and designated under the number one hundred and sixty-eight (168), of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of "Côte des Neiges", under the number twenty-eight (28), and under the number thirty-two (32), of the resubdivision of the lot of land known and designated under the number one hundred and thirty-six (136), of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of "Côte des Neiges", under the number twenty-eight (28); bounded in front by Maplewood Avenue—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock, in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montréal, 8th September, 1914. 4284
[First published, 12th September, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } REV. A. R. LAMARCHE,
No. 1728. } Plaintiff; against ARTHUR ST. CHARLES, Defendant.

A lot of land lying and situate in the city of Montreal, DeLorimier ward, fronting on Chabot street, known and designated as being the official subdivision number four hundred and seventy nine of the lot original number one hundred and sixty one (161-479), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office,in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 19th August, 1914. 3874
[First published, 15th August, 1914 is null].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } E. LABRECHE
No 4371. } G. VIGER, Demandeur; contre F. E. AUDET, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la re-subdivision du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-trois, de la subdivision officielle du lot primitif numéro cent quarante-huit (148-1983-1), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant dix-huit pieds et sept-dixième de pied de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins,—avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 142, 144 et 146 de la rue Brown et avec toutes les servitudes y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 19 août 1914. 3871–2

[Première publication, 15 août 1914 est nulle.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } E. LABRECHE VI-
No. 4371. } GER, Plaintiff; against F. E. AUDET, Defendant.

A lot of land known and designated under the number one of the re-subdivision of the lot number nineteen hundred and eighty three, of the official subdivision of the lot original number one hundred and forty eight (148-1983-1), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing eighteen feet and seven tenths in width by eighty feet in depth, english measure and more or less—with the buildings erected thereon, bearing the civic numbers 142, 144 and 146, Brown street, with all the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at THREF o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 19th August, 1914. 3872

[First published, 15th August, 1914 is null].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } V. JOANETTE,
No 2021. } Demandeur; contre NICHOLAS BRUNO, l'un des Défendeurs.

1. Six lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre mille six cent trente-neuf, quatre mille six cent quarante, quatre mille six cent quarante et un, quatre mille six cent quarante-deux, quatre mille six cent quarante-trois et quatre mille six cent quarante-quatre (4,639, 4640, 4641, 4642, 4643 et 4644) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, bornés en front par la rue Wellington.

2. La partie nord-ouest du lot numéro quatre mille six cent quarante-cinq (4645) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ayant front sur la rue Wellington; borné en arrière par le résidu du lot numéro quatre mille six cent quarante cinq (4645) à l'est, par le numéro quatre mille six cent quarante-cinq-*a* (4645*a*) et à l'ouest, par le lot numéro quatre mille six cent quarante-quatre (4644).

3. La partie nord-ouest du lot numéro quatre mille six cent quarante-cinq-*a* (4645*a*) des plan et livres de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant trente-deux pieds de front par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, borné en front, par la rue Wellington, en arrière, par le résidu du lot numéro quatre mille six cent quarante-cinq-*a* (4645*a*), et de l'autre côté, par la rue Rielle—avec les bâtisses dessus érigées et le droit de passage dans une ruelle de dix pieds.

4. Un emplacement situé sur le Boulevard Monk, quartier Saint-Paul, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro treize (13) de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze (3,912) du cadastre de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses y érigées et droit de passage dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Député Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 19 août, 1914. 3875–2

[Première publication, 22 août 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } V. JOANETTE,
No 2021. } Plaintiff; against NICHOLAS BRUNO, one of the Defendants.

1. Six lots of land known and designated under the numbers four thousand six hundred and thirty nine, four thousand six hundred and forty, four thousand six hundred and forty one, four thousand six hundred and forty two, four thousand six hundred and forty three and four thousand six hundred and forty four (4639, 4640, 4641, 4642, 4643 and 4644) upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Wellington, street.

2. The north west part of the lot number four thousand six hundred and forty five (4645) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in front by eighty feet in depth, english measurements and more or less, fronting on Wellington street; bounded in the rear by the residue of the lot number four thousand six hundred and forty five (4645) on the east by the lot number four thousand six hundred and forty five-*a* (4645-*a*) and on the west by the lot number four thousand six hundred and forty four (4644).

3. The north west part of the lot number four thousand six hundred and forty five-*a* (4645-*a*) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing thirty two feet in front by eighty feet in depth, english measurement and more or less, bounded in front by Wellington street, in the rear by the residue of the lot number four thousand six hundred and forty five-*a* (4645-*a*) and on the other side by Rielle street—with the buildings erected thereon and a right of way in a ten foot lane.

3. An emplacement situate on Monk Boulevard, Saint Paul ward, in the city of Montreal, known and designated under the number thirteen (13) of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve (3,912) of the cadastre of the parish of Montreal—with the buildings erected thereon and a right of way in the lane in the rear of the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

P. M. DURAND,
Deputy Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 19th August, 1914. 3876

[First published, 22nd August, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } W. F. CARSLEY,
No 2419. } Demandeur; contre MADEMOISELLE MARGARET alias MARGUERITE PENDLETON, fille majeure et usant de ses droits, Défenderesse.

Ce certain lot de terre dans la cité de Montréal ayant front sur l'avenue Esplanade et connu et désigné aux plan et libre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro cinq cent huit (No 508) — avec les bâtisses dessus érigées, tel que la dite propriété existe avec tous ses droits, circonstances et appartenances.

Pour être vendu à mon bureau dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de septembre prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Député Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 18 août 1914. 3883-2

[Première publication, 22 août 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. VERSAILLES, De-
No 73. } mandeur; contre CLAUDE BEAUCHAMP, Défendeur.

1. Dix lots de terre connus et désignés sous les numéros six cent soixante-douze, six cent soixante treize, six cent soixante-quatorze, six cent soixante-quinze, six cent soixante-seize, six cent soixante-dix-sept, six cent coixante-dix-huit, six cent soixante-dix-neuf, six cent quatre-vingt, six cent quatre-vingt-un (672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681), de la subdivision du lot originaire numéro quarante-sept (47) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, bornés en front par l'avenue Saint-Cyr (rue projetée).

2. Quatre lots de terre connus et désignés sous les numéros six cent quatre-vingt-quatre, six cent quatre-vingt cinq, six cent quatre-vingt-six, six cent quatre-vingt-sept, (684, 685, 686, 687), de la dite subdivision du dit lot numéro quarante-sept (47) des dits plan et livre de renvoi officiels bornés en front par le chemin public (montée Saint-Léonard).

3. Huit lots de terre connus et désignés sous les numéros sept cent soixante-quinze, sept cent soixante-seize, sept cent soixante-dix-sept, sept cent soixante-dix-huit, sept cent soixante-dix-neuf sept cent quatre-vingt, sept cent quatre-vingt-un, sept cent quatre-vingt-deux (775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782), de la subdivision du lot originaire numéro quarante-huit (48) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, bornés en front par la rue Duluth (rue projetée).

4. Trente-cinq lots de terre connus et désignés sous les numéros sept cent quatre-vingt-quatre, sept cent quatre-vingt-cinq, sept cent quatre-vingt-six, sept cent quatre-vingt-sept, sept cent quatre-vingt-huit, sept cent quatre-vingt-neuf, sept cent quatre-vingt-dix, sept cent quatre-vingt-onze, sept cent quatre-vingt-douze, sept cent quatre-vingt-treize, sept cent quatre-vingt-quatorze, sept cent quatre-vingt-quinze, sept cent quatre-vingt-seize, sept cent quatre-vingt-dix-sept, sept cent quatre-vingt-dix-huit, sept cent quatre-vintg-dix-neuf, huit cent, huit cent un, huit cent deux, huit cent trois, huit cent quatre, huit cent cinq, huit cent six, huit cent sept, huit cent huit, huit cent neuf, huit cent dix, huit cent onze, huit cent douze, huit cent treize, huit cent quatorze, huit cent quinze, huit cent

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :} W. F. CARSLEY,
No. 2419. } Plaintiff ; against MISS MARGARET alias MARGUERITE PENDLETON, fille majeure et usant de ses droits, Defendant.

That certain ot of land in the city of Montreal, fronting on Esplanade avenue and known and designated on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, under the number five hundred and eight (No. 508),—with the buildings thereon erected, as the said property subsists, with all its rights, members and appartenances.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Deputy Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 18th August, 1914. 3883

[First published, 22nd August, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. VERSAILLES, Plain-
No. 73. } tiff; against CLAUDE BEAUCHAMP, Defendant.

1. Ten lots of land known and designated under the numbers six hundred and seventy two, six hundred and seventy three, six hundred and seventy four, six hundred and seventy five, six hundred and seventy six, six hundred and seventy seven, six hundred and seventy eight, six hundred and seventy nine, six hundred and eighty, six hundred and eighty one, (672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681), of the subdivision of the lot original number forty seven (47) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, bounded in front by Saint Cyr Avenue (a projected street).

2. Four lots of land known and designated under the numbers six hundred and eighty four, six hundred and eighty five, six hundred and eighty six, six hundred and eighty seven (684, 685, 686, 687), of the said subdivision of the said lot number forty seven (47) of the said official plan and book of reference bounded in front by the public road (Montée Saint Léonard).

3. Eight lots of land known and designated under the numbers seven hundred and seventy five, seven hundred and seventy six, seven hundred and seventy seven, seven hundred and seventy eight, seven hundred and seventy nine, seven hundred and eighty, seven hundred and eighty one, seven hundred and eighty two, (775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782), of the subdivision of the lot original number forty eight (48) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, bounded in front by Duluth street (a projected street).

4. Thirty five lots of land known and designated under the numbers seven hundred and eighty four, seven hundred and eighty five, seven hundred and eighty six, seven hundred and eighty seven, seven hundred and eighty eight, seven hundred and eighty nine, seven hundred and ninety, seven hundred and ninety one, seven hundred and ninety two, seven hundred and ninety three, seven hundred and ninety four, seven hundred and ninety five, seven hundred and ninety six, seven hundred and ninety seven seven hundred and ninety eight, sefven hundred and ninety nine, eight hundred, eight hundred and one, eight hundred and two, eight hundred and three, eight hundred and four, eight hundred and five, eight hundred and six, eight hundred and seven, eight hundred and eight, eight hundred

seize, huit cent dix-sept, huit cent dix-huit, (784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 899, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 816, 817, 818) de la dite subdivision du dit lot numéro quarante-huit (48) des dits plan et livre de renvoi officiels bornés en front par l'avenue Gonthier (rue projetée).

5. Trente-cinq lots de terre connus et désignés sous les numéros huit cent vingt, huit cent vingt-et-un, huit cent vingt-deux, huit cent vingt-trois, huit cent vingt-quatre, huit cent vingt-cinq, huit cent vingt-six, huit cent vingt-sept, huit cent vingt-huit, huit cent vingt-neuf, huit cent trente, huit cent trente-et-un, huit cent trente-deux, huit cent trente-trois, huit cent trente-quatre, huit cent trente-cinq, huit cent trente-six, huit cent tsente-sept, huit cent trente-huit, huit cent trente-neuf, huit cent quarante, huit cent quarante-et-un, huit cent quarante-deux, huit cent quarante-trois, huit cent quarante-quatre, huit cent quarante-cinq, huit cent quarante-six, huit cent quarante-sept, huit cent quarante-huit, huit cent quarante-neuf, huit cent cinquante, huit cent cinquante-et-un, huit cent cinquante-deux, huit cent cinquante-trois, huit cent cinquante-quatre (820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 946, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854), de la dite subdivision du dit lot numéro quarante-huit (48) des dits plan et livre de renvoi officiels, bornés en front parl a rue Laurendeau (rue projetée).

6. Huit lots de terre connus et désignés sous les numéros huit cent cinquante-six, huit cent cinquante-sept, huit cent cinquante-huit, huit cent cinquante-neuf, huit cent soixante, huit cent soixante-et-un, huit cent soixante-deux, huit cent soixante-trois (856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863), de la dite subdivision du dit lot numéro quarante-huit (48) des dits plan et livre de renvoi officiels bornés en front par le chemin public (montée Saint-Léonard).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Député shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 19 août 1914. 3879–2

[Première publication, 22 août 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DELLE ROSE VE-
No 1341. } SILLIER, fille majeure et usant de ses droits de la cité de Montréal, y faisant affaires seule comme marchande publique et manufacturier sous le nom de "Standard Builders Supply Manufacturing Co.", Demanderesse; contre LOUIS CHARBONNEAU et JOACHIM TREMBLAY, tous deux de la cité de Montréal, y faisant encore affaires ensemble en société comme constructeurs, Défendeurs.

Deux lots de terre connus et désignés comme étant les numéros trois cent soixante et un et

and nine, eight hundred and ten, eight hundred and eleven, eight hundred and twelve, eight hundred and thirteen, eight hundred and fourteen eight hundred and fifteen, eight hundred and sixteen, eight hundred and seventeen, eight hundred and eighteen (784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 184, 815, 816, 817, 818), of the said subdivision of the said lot number forty eight (48), of the said official plan and book of reference, bounded in front by Gauthier Avenue (a projected street).

5. Thirty five lots of land known and designated under the numbers eight hundred and twenty eight hundred and twenty one, eight hundred and twenty two, eight hundred and twenty three, eight hundred and twenty four, eight hundred and twenty five, eight hundred and twenty six, eight hundred and twenty seven, eight hundred and twenty seven, eight hundred and twenty eight, eight hundred and twenty nine, eight hundred and thirty, eight hundred and thirty one, eight hundred and thirty two, eight hundred and thirty three, eight hundred and thirty four, eight hundred and thirty five, eight hundred and thirty six, eight hundred and thirty seven,, eight hundred and thirty eight, eight hundred and thirty nine, eight hundred and forty, eight hundred and forty one, eight hundred and forty two, eight hundred and forty three, eight hundred and forty four, eight hundred and forty five, eight hundred and forty six, eight hundred and forty seven, eight hundred and forty eight, eight hundred and forty nine, eight hundred and fifty, eight hundred and fifty one, eight hundred and fifty two, eight hundred and fifty three, eight hundred and fifty four (820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 827, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854), of the said subdivision of the said lot number forty eight (48) of the said official plan and book of reference, bounded in front by Laurendeau street, (a projected street).

6. Eight lots of land known and designated under the numbers eight hundred and fifty six, eight hundred and fifty seven, eight hundred and fifty eight, eight hundred and fifty nine, eight hundred and sixty, eight hundred and sixty one, eight hundred and sixty two, eight hundred and sixty three (856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863) of the said subdivision of the said lot number forty eight (48) of the said official plan and book of reference bounded in front by the public road (montée Saint Léonard).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 19th August, 1914. 3880

[First published, 22nd August 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MISS ROSE VE-
No. 1341. } SILLIER, spinster of age and in the full exercise of her rights, of the city of Montreal, and there carrying on business alone as merchant and manufacturer under the name of Standard Builders Supply Manufacturing Co., Plaintiff; against LOUIS CHARBONNEAU and JOACHIM TREMBLAY, both of the city of Montreal, and there still carrying on business together in partnership as builders, Defendants.

Two lots of land known, and designated as being the numbers three hundred and sixty one

trois cent soixante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante et six (166-361, 362) aux plans et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga formant le coin sud-est des rues Hochelaga et Iberville—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

P. M. DURAND,
Député shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 19 août 1914. 3877–2

[Première publication, 22 août 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHARLES A. DUCLOS, marchand de charbon, faisant affaires seul comme tel sous la raison sociale de "C. A. Duclos & Cie", Demandeur; contre JOSEPH LEVEILLE, Défendeur.

No 3664.

Un emplacement situé à Montréal, sur l'avenue Overdale, et composé comme suit:

1. La partie nord-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro mille cinq cent soixante et sept (1567 n. e. pt. 8), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, mesurant quarante-deux pieds et six pouces de largeur sur l'avenue Overdale et trente-huit pieds de largeur en arrière, par toute la profondeur du lot mesure anglaise et plus ou moins; borné en front, la dite partie, par l'avenue Overdale, en arrière par la partie non subdivisée du dit lot No 1567, du dit cadastre, au nord est par le lot No 1567-9-10 du même cadastre, et au sud-ouest par le résidu du dit lot No 1567-8, qui mesure cinquante pied de largeur en front et en arrière par toute la profondeur du dit lot;

2. Une lisière de terrain détachée du côté sud-ouest du dit ot numéro dix, de la dite subdivision 1567–10) du susdit cadastre, et une autre lisière de terrain y contigue formant l'extrémité sud-ouest du dit lot numéro neuf, de la dite subdivision (1567-9) du sus-dit cadastre. Cex deux morceaux de terre formant ensemble une lisière de terrain commençant au point d'intersection de la ligne de division entre les dits lots, Nos 1567-10 et 8 et l'avenue Overdale auquel point elle n'a aucune largeur et s'étendant le long du côté sud-ouest du dit lot No 1567-9, le long duquel elle mesure quatre pieds et six pouces de largeur mesure anglaise et plus ou moins; et borné au nord-ouest par la dite avenue Overdale, en arrière par la partie non subdivisée du dit lot No 1567, d'un côté par le résidu des dits lots Nos 1567-8 et 10 et de l'autre côté par le terrain décrit dans le premier paragraphe des présentes—le tout avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. DURAND,
Député shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 19 août 1914. 3881–2

[Première publication, 22 août 1914.]

---

and three hundred and sixty two of the official subdivision of the lot original number one hundred and sixty six (166-361, 362) upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga, making the south east corner of Hochelaga and Iberville streets—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 19th August, 1914. 3778

[First published, 22nd August, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CHARLES A. DUCLOS, coal merchant, carrying on business alone as such under the firm name of "C. A. Duclos & Cie", Plaintiff; against Joseph Leveillé, Defendant.

No. 3664.

An emplacement situate at Montreal, on Overdale Avenue, and comprising the following:

1. The north east portion of the lot of land known and designated under the number eight, of the official subdivision of the lot number one thousand five hundred and sixty seven (1567 n. e. pt. 8), on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, measuring forty two feet six inches in width on Overdale Avenue, and thirty eight feet in width in the rear, by the whole depth of the lot, english measurements and more or less; bounded in front, the said portion, by Overdale Avenue, in the rear by the said unsubdivided part of said lot No. 1567, of the cadastre, on the north east by the lot No. 1567-9-10 of the same cadastre, and on the south west by the residue of the said lot No. 1567-8, which contains fifty feet in width on the front and in the rear by the whole depth of the said lot.

2. As trip of land taken from the south west side of the said lot number ten, of the said subdivision (1567-10) of the aforesaid cadastre, and another strip of land contaguous thereto forming the south west extremity of the said lot number nine, of the said subdivision (1567-9) of the aforesaid cadastre; these two parcels of land forming together a strip of land beginning at the meeting point of the subdivision line between the said lots. Nos. 1567-10 and 8 and the said Overdale Avenue, at which point it has no width, and extending along the south east side of the said lot No. 1567-9, along which it measures four feet six inches in width, english mesaurements, and more or less; and bounded on the north west by the said Overdale Avenue, in the rear by the unsubdivided part of the said lot No. 1567, on one side by the residue of the said lots Nos. 1567-9 and 10, and on the other side by the land described in the first paragraph hereof—the whole with the buildings erected thereon.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 19th August, 1914. 3882

[First published, 22nd August, 1914.]

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir, No 5032. } MARIE-CORINNE BERNIER, épouse contractuellement séparé de biens de Gaspard-Arthur Carette, agent de commerce, tous deux de la cité de Québec, la dite Marie-Corinne Bernier, faisant affaires en la cité de Québec, comme marchande publique avec l'autorisation de son dit époux et sous le nom et raison sociale de G. A. Carette & Cie, et le dit Gaspard-Arthur Carette pour assister et autoriser sa dite épouse; contre ANTOINE DAIGLE, de la paroisse de Saint-Gérard Magella, cultivateur et menuisier, à savoir:

Partie du lot No 191, (cent quatre-vingt-onze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette; contenant un arpent de front sur vingt-neuf arpents de profondeur, plus ou moins; borné d'un bout au sud, par l'acquéreur, vers le nord par le deuxième rang, vers l'est par le vendeur et vers l'ouest, par Pierre Daigle, étant une terre située au neuvième rang de Gaudarville, en la paroisse de Saint-Gérard-Magella—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gérard-Magella, comté de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE ET DEMIE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 20 août 1914. 3889-2

[Première publication, 22 août 1914.]
[Deuxième publication 5 septembre 1914].

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: No 931. } G. A. PARADIS, de la cité de Québec, notaire, contre DAME E. BOISSEAU, de la cité de Québec, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Ls.-Cyprien Robitaille et ce dernier tant personnellement que pour assister sa dite épouse à savoir:

Le lot No 392 (trois cent quatre-vingt-douze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Colomb,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de $6.00 payable le 29 septembre à l'Hôpital-Général de Québec.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 20 août 1914. 3891-2

[Première publication, 22 août 1914.]
[Deuxième publication, 5 septembre 1914]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit of Quebec.

Quebec, to wit: No. 5032. } MARIE-CORINNE BERNIER, wife contractually separated as to property of Gaspard Arthur Carette, business agent, both of the city of Quebec, the said Marie-Corinne Bernier, carrying on business in the city of Quebec, as merchant with the authorization of her said husband and under the firm name and style of G. A. Carette & Cie, and the said Gaspard-Arthur Carette, to assist and authorize his said wife; against ANTOINE DAIGLE, of the parish of Saint Gerard Magella, farmer and joiner, to wit.

Part of the lot No. 191 (one hundred and ninety one) of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, containing one arpent in front by twenty nine arpents in depth more or less, bounded at one end on the south west by the purchaser, towards the north by the tenth range, towards the east by the vendor, and towards the west by Pierre Daigle, being a farm situate in the ninth range of Gaudarville, in the parish of Saint Gerard Magella—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gerard Magella, county of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of SEPTEMBER next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the morning.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, 20th August, 1914. 3890

[First published, 22nd August, 1914.]
[First published, 5th September 1914].

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: No. 931. } G. A. PARADIS, of the city of Quebec, notary; against DAME E. BOISSEAU, of the city of Quebec, wife separate as to property by marriage contract of Ls.-Cyprien Robitaille, and the latter both personally and to authorize his said wife, to wit:

The lot No. 392 (three hundred and ninety two) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being an emplacement situate on Colomb street—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of $6.00 payable yearly on the 29th September to the Hopital General of Quebec.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the TWENTY FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, 20th August, 1914. 3892

[First published, 22nd August, 1914.]
[Second published, 5th September, 1914.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François

Saint-François, à savoir : No 670. } PATRICK J. O'BREADY, cultivateur du canton de Wotton, dans le district de Saint-François, Demandeur; contre JOSEPH ARTHUR BERUBE, ci-devant du canton de Wotton, dans le district de Saint-François et maintenant de Lyster, dans le district d'Arthabaska, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Un terrain à être pris et détaché du lot numéro trente A (30 A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wotton, pour les lots du quatrième rang, de la contenance de cent quatorze pieds de largeur, à la frontière, jusqu'à une profondeur de cent trente-cinq pieds, alors que le dit terrain a une largeur de cent cinquante-deux pieds, sur le reste de la profondeur totale qui est de six cent cinquante-sept pieds, tenant en front, le chemin public, des côtés sud-est et sud-ouest par des rues projetées, du côté nord-ouest, partie à Maxime Rondeau et à Chenier Picard,—avec les dépendances de ce terrain. Lequel terrain est maintenant connu et désigné comme le lot No 30A-35 de la subdivision du lot 30A du quatrième rang des plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Wotton.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hyppolite de Wotton, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1914, à TROIS heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 8 septembre 1914. 4297

[Première publication, 12 septembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: No 937. } LLEN WRIGHT GIARD, du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, marchand, Demandeur; coutre WILFRID COURCHESNE, de La Patrie, canton de Ditton, district de Saint-François, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Ce certain morceau lot ou lopin de terre, plus particulièrement connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le canton de Ditton, comme étant partie du lot numéro cent soixante et sept (167) étant de cinquante pieds de largeur à partir de la ligne Nord du lot de village de Narcisse Gariépy, représentant B. Chauvin & Fils, allant au nord à angle droit au terrain de Dame Sophie Dubreuil et de la profondeur qu'il y a à partie du chemin de Scotstown, au terrain de Joseph Côté représentant Joseph Bibeau, borné au sud-ouest par le chemin de Scotstown; au sud par le terrain de N. A. Gariépy; à l'est en arrière par le terrain du dit Joseph Côté et au nord de l'autre côté par le terrain de la dite Dame Sophie Dubreuil—avec bâtisses dessus érigées, améliorations et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: No. 670. } ATRICK J. O'BREADY, farmer, of the township of Wotton, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against JOSEPH ARTHUR BERUBE, heretofore of the township of Wotton, in the district of Saint Francis and now of Lyster, in the District of Arthabaska, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant Joseph Arthur Bérubé.

A lot of land to be taken and detached from the lot number thirty A (30A) of the official cadastral plan and book of reference of the township of Wotton, for the lots of the fourth range, containing one hundred and fourteen feet in width, on the front line, to a depth of one hundred and thirty five feet, and then a width of one hundred and fifty two feet for the remainder of the depth totaling six hundred and fifty seven feet, bounded in front by the public road, on the south east and south west sides by projected streets, on the north west, partly by Maxime Rondeau and partly by Chenier Picard—with the dependencies appertaining thereto. The said lot of land now known and designated as being the lot No. 30A-35 of the subdivision of the lot 30A of the fourth range of the official plan and book of reference for the township of Wotton.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hyppolite de Wotton, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, 1914, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, 8th September, 1914. 4298

[First published, 12th September 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis

Saint Francis, to wit: No. 937. } LLEN WRIGHT GIARD, of the township of Ditton, in the district of Saint Francis, merchant, Plaintiff; against WILFRID COURCHESNE, of La Patrie, township of Ditton, district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant:

That certain parcel or track of land more particularly known and designated upon the official plan and in the book of reference for the township of Ditton, being part of the lot number one hundred and sixty seven (167), measuring fifty feet in width starting from the north line of the village lot of Narcisse Gariepy, representing B. Chauvin & Fils, northerly at right angle, to the land of Dame Sophie Dubreuil by whatever depth there may be from Scotstown road to the land of Joseph Côté, representing Joseph Bibeau, bounded on the south west by Scotstown road; on the south by the land of N. A. Gariépy; on the east, in the rear, by the land of the said Joseph Côté, and on the north on the other side by the land of the said Dame Sophie Dubreuil—with the buildings erected thereon improvements and dependencies.

To be sold at the church door of the parish

paroisse de Saint-Pierre de Ditton, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1914, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 8 septembre 1914. 4299
[Première publication, 12 septembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: PATRICK J. O'BREADY, No 670. cultivateur du canton de Wotton, dans le district de Saint-François, Demandeur; contre JOSEPH BERUBE, ci-devant du canton de Wotton, dans le district de Saint-François, et maintenant de Lyster, dans le district d'Arthabaska, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Joseph Arthur Bérubé.

Un terrain a été pris et détaché du lot numéro trente-*a* (30-*a*) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wotton, pour les lots du quatrième rang, de la contenance de cent quatorze pieds de largeur, à la frontière, jusqu'à une profondeur de cent trente-cinq pieds, alors que le dit terrain à une largeur de cent cinquante-deux pieds, sur le reste de la profondeur totale qui est de six cent cinquante-sept pieds, tenant en front, le chemin public, des côtés sud-est et sud-ouest des rues projetées, du côté nord-ouest, partie à Maxime Rondeau et à Chénier Picard—avec des dépendances de ce terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hyppolite de Wotton, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1914, à TROIS heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 19 août 1914. 3899-2
[Première publication, 22 août 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-Francois.

Saint-François, à savoir: "THE CANADIAN BANK No 949. OF COMMERCE", corps incorporé, ayant son bureau principal à Toronto, dans la province d'Ontario, Demanderese; contre FRANÇOIS-XAVIER LEFEBVRE ET P.-OMER BONIN, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défendeurs. Saisi comme appartenant au défendeur P. Omer Bonin:

Le lot numéro mille cinq cent treize (1513) des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier sud de la cité de Sherbrooke—avec les bâtisses dessus érigées. Le tout étant situé rue Short, dans la dite cité de Sherbrooke.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Sherbrooke, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sherbrooke 17 août 1914. 3887-2
[Première publication, 22 août 1914.]

---

of Saint Pierre de Ditton, on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, 1914, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, 8th September 1914. 4300
[First published, 12th September, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francois.

Saint Francis, to wit: PATRICK J. O'BREADY, No. 670. farmer, of the township of Wotton, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against JOSEPH ARTHUR BERUBE, heretofore of the township of Wotton, in the district of Saint Francis and now of Lyster, in the District of Arthabaska, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant Joseph Arthur Bérubé.

A lot of land to be taken and detached from the lot number thirty-*a* (30-*a*) of the official cadastral plan and book of reference of the township of Wotton, for the lots of the fourth range, containing one hundred and fourteen feet in width, on the front line, to a depth of one hundred and thirty five feet, and then a witdh of one hundred and fifty two feet for the remainder of the depth totaling six hundred and fifty seven feet, bounded in front by the public road, on the south east and south west sides by projected streets, on the north west, partly by Maxime Rondeau and partly by Chenier Picard—with the dependencies appertaining thereto.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hyppolite de Wotton, on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, 1914, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, 19th August, 1914. 3900
[First published, 22nd August, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: THE CANADIAN No. 949. BANK OF COMMERCE, a body corporate, having its head office, at the city of Toronto, in the province of Ontario, Plaintiff; against FRANÇOIS-XAVIER LEFEBVRE AND P.-OMER BONIN, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Defendants. Seized as belonging to the Defendant P.-Omer Bonin:

The lot number one thousand five hundred and thirteen (1513) of the cadastral plan and book of reference for the south ward of the city of Sherbrooke—with buildings thereon erected. The whole being situated on Short street, in the said city of Sherbrooke.

To be sold at my office, in the city of Sherbrooke, on the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, 17th August, 1914. 3888
[First published, 22nd August, 1914.]

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } IN RE P. A. DROLET ET AL
No 354. }

Requérant-Cession, vs J. E. BELLEMARE, Failli, et FRANÇOIS REGIS VINET ET PIERRE HENRI DUFRESNE, Curateurs.

(*a*) Un lot de terre situé au dit village de la Baie de Shawinigan, mesurant environ cent pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public de front à aller à la Rivière dite Rivière Shawinigan; borné en front par le chemin public, en arrière par la dite Rivière Shawinigan, du côté sud-ouest par le lot 6-3 et du côté nord-est par le lot 6-5—avec les bâtisses dessus construites, le dit lot portant le numéro quatre au plan de subdivision du lot cadastral numéro (6-4) au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Boniface; sauf à distraire cependant du dit lot, une pointe de terre prise dans le côté est-sud d'icelui, commençant au coin nord-ouest de l'écurie neuve de Maximin Dessureault, à une distance d'environ quarante pieds du chemin public et s'élargissant peu à peu de manière qu'elle ait une largeur de quatre pieds environ au coin nord-est de la dite écurie et se terminant à la Rivière Shawinigan, laquelle pointe acquise par Maximin Dessureault en vertu d'un échange intervenu entre lui et Louis Mélançon, reçu devant le Notaire Desaulniers, le quatre novembre 1909, et dûment enregistré sous le No. 57201.

(*b*) Une pointe de terre située au même lieu, de quatre pieds de largeur au front, sur le chemin public, et se terminant à rien au coin nord-est de l'écurie neuve du dit Maximin Dessureault, à une distance d'environ quarante pieds du chemin public, borné en front par le dit chemin public, du côté nord par le lot 6-4 ci-dessus désigné, du côté sud par Maximin Dessureault, la dite pointe faisant partie du lot numéro trois au plan de subdivision du lot cadastral numéro six (6-P. 3) au dit cadastre de Saint-Boniface, et prise dans le coin nord-ouest d'icelui.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur, Baie de Shawinigan, en bloc comme un seul et même établissement, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 9 septembre 1914. 4301
[Première publication, 12 septembre 1914.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } IN RE P. A. DROLET
No. 354. } ET AL, Petitioner

for assigment; vs J.-E. BELLEMARE, Insolvent and FRANÇOIS REGIS VINET AND PIERRE HENRI DUFRESNE, Curators.

(*a*) A lot of land situate in the said village of Baie de Shawinigan, measuring about one hundred feet in width by whatever depth there may be from the front public road to the river called River Shawinigan, bounded in front by the public road, in the rear by the said River Shawinigan, on the south west by the lot 6-3, and on the north east lot 6-5 — with the buildings erected thereon, the said lot bearing the number four upon the subdivision plan of the cadastral lot number (6-4) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Boniface; save and except from the said lot of land a piece of land triangular shape, to be taken from the south east side thereof, beginning at the north west corner of Maximin Dessureault a new stable, at a distance of about forty feet from the public road and widening little by little so as to have a width of about four feet at the north west corner of the said stable and terminating at the river Shawinigan, the said piece of land triangular shape, having been acquired by Maximin Dessureault through an exchange made between him and Louis Melançon, before Notary Desaulniers, on the fourth November, 1909, and duly registered under the number 57201.

(*b*) A piece of land triangular shape situate at the same place, of four in width on the public road and terminating in a point at the north east corner of the said Maximin Dessureault's new stable, at a distance of about forty feet from the public road, bounded in front by the said public road on the north side by the lot 6-4 above described, on the south by Maximin Dessureault, the said piece of land, triangular shape forming part of the lot number three of the subdivision plan of the lot cadastral number six (6-P. 3) of the said cadastre of Saint Boniface, and to be taken in the north west corner thereof.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur Baie de Shawinigan, *en bloc* as the one and same plot, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 9th September, 1914. 4302
[First published, 12th September, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } VICTOR TROTTIER, De-
No 585. }

mandeur; contre ALBERT BARON, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Sainte-Sophie de Levrard, contenant environ sept arpents de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins, faisant partie du lot numéro cinq cent quarante-huit (548) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, dont Sainte-Sophie de Levrard est un démembrement lequel emplacement est borné comme suit: en front par

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } VICTOR TROTTIER, Plain-
No. 585. }

tiff; against ALBERT BARON, Defendant.

An emplacement situate in the village of Sainte Sophie de Levrard, containing about seven arpents in front by one arpent in depth, more or less, forming part of the lot number five hundred and forty eight (548) of the official registration cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Pierre les Becquets, Sainte Sophie de Levrard being a dismemberment thereof ,the said emplacement being bounded as follows; in

la route qui traverse du cinquième au sixième rang, au nord, par un clos de travers qui part près d'un ruisseau, au sud par Télesphore Demers, et en profondeur par Philippe Perreault—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Sophie de Levrard, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 19 août, 1914. 3885-2

[Première publication, 22 Août 1914.]

front by the road from the fifth to the sixth range, on the north by an enclosure starting near a brook, on the south by Telesphore Demers, and in depth by Philippe Pineault—with the buildings erected thereon.

To be sold at the church door, of the parish of Sainte Sophie de Levrard, on the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office.
Three Rivers, 19th August, 1914. 3886

[First published, 22nd August, 1914.]

Avis du Gouvernement

AVIS PUBLIC

OTTAWA, 2 septembre 1914.

Aux intéressés|—

L'attention du gouvernement a été attiré sur le fait que nombre de personnes de nationalité allemande ou austro-hongroise résidant au Canada craignent que leur sûreté ne soit actuellement menacée. Il semble particulièrement qu'elles appréhendent que le gouvernement ne les prive de leur droit de propriété et de la liberté de se livrer au commerce. Ces craintes, si elles existent, sont absolument sans fondement.

L'attitude du Gouvernement est exposée dans une proclamation publiée dans la *Gazette du Canada* du 15 août. Cette proclamation stipule que des mesures restrictives ne seront prises qu'au cas où des officiers, soldats ou réservistes de l'empire allemand ou du royaume austro-hongrois chercheraient à quitter le Canada ou lorsque des sujets de ces nationalités feraient ou tenteraient de faire de l'espionnage ou des actes de nature hostile, ou donneraient des renseignements aux ennemis du Roi, ou les aideraient d'autre manière. Même quand des personnes sont arrêtées ou détenues pour les raisons susdites elles peuvent être relâchées dès qu'elles signent une promesse de s'abstenir de tout acte nuisible au Canada ou à l'Empire.

Après avoir représenté qu'il y a nombre de personnes de nationalité allemande et autro-hongroise vaquant paisiblement à leurs occupations ordinaires dans diverses parties du Canada et qu'il est désirable qu'il soit permis à ces personnes de poursuivre ces occupations sans être inquiétées, la proclamation stipule que:

"Ces personnes de nationalité allemande ou austro-hongroise résidant au Canada, tant qu'elles poursuivront paisiblement leurs occupations ordinaires auront la permission de jouir de la protection de la loi et auront droit au respect et à la considération accordés aux citoyens paisibles et soumis à la loi; et qu'elles ne seront ni arrêtées, ni détenues, ni molestées à moins qu'il n'y ait cause raisonnable de croire qu'elles font de l'espionnage ou qu'elles entreprennent des actes de nature hostile ou tentent de fournir des renseignements à l'ennemi, ou à moins qu'elles ne violent une loi, un arrêté en conseil ou une proclamation quelconque."

Ainsi, tant que ces personnes respectent la loi elles ont droit à sa protection et n'ont rien à craindre.

JOSEPH POPE,
Sous-secrétaire d'Etat pour les
Affaires extérieures.

4313

Government Notices

PUBLIC NOTICE

OTTAWA, 2nd September, 1914.

To all whom it may Concern.

It has come to the attention of the Government that many persons of German and Austro-Hungarian nationality who are residents of Canada are apprehensive for their safety at the present time. In particular the suggestion seems to be that they fear some action on the part of the Government which might deprive them of their freedom to hold property or to carry on business. The apprehensions, if they exist, are quite unfounded.

The policy of the Government is embodied in a proclamation published in *The Canada Gazette* on 15th August. In accordance with this proclamation restrictive measures will be taken only in cases where officers, soldiers or reservists of the German Empire or of the Austro-Hungarian Monarchy attempt to leave Canada or where subjects of such nationalities engage or attempt to engage in espionage or acts of a hostile nature or to give information to or otherwise assist the King's ennemies. Even where persons are arrested or detained on the grounds indicated they may be released on signing an undertaking to abstain from acts injurous to the Dominion or the Empire.

The proclamation after stating that "there are many persons of German and Austro-Hungarian nationality quietly pursuing their usual avocations in various parts of Canada and that it is desirable that such persons should be allowed to continue in such avocations without interruption" directs as follows:—

"That all persons in Canada of German or Austro-Hungarian nationality, so long as they quietly pursue their ordinary avocations be allowed to continue to enjoy the protection of the law and be accorded the respect and consideration due to peaceful and law-abiding citizens; and that they be not arrested, detained or interfered with, unless is reasonable ground to believe that they are engaged in espionage, or engaging or attempting to engage in acts of a hostile nature, or are giving or attempting to give information to the enemy, or unless they otherwise contravene any law, order in council or proclamation".

Thus all such persons so long as they respect the law are entitled to its protection and have nothing to fear.

JOSEPH POPE,
Under Secretary of State for
External Affairs.

4314

AVIS

Societe Cooperative Agricole

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Victor Michon, cultivateur, de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, comté de Saint-Hyacinthe, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Fédération des Sociétés Coopératives Agricoles de Saint-Hyacinthe" avec sa principale place d'affaires dans la proisse de Saint-Thomas-d'Aquin, dans le comté de Saint-Hyacinthe.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais comn.erciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles,

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

JOS.-ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 8 septembre 1914. 4307

NOTICE

Cooperative Agricultural Association

Notice is hereby given that in virtue of the Act respecting cooperative agricultural association, 1908, Mr. Victor Michon, farmer, of the parish of Saint Thomas d'Aquin, county of Saint Hyacinthe and others, have constituted a cooperative agricultural association under the name of "Fédérations des Sociétés Coopératives Agricoles de Saint-Hyacinthe" with its chief place of business in the parish of Saint Thomas d'Aquin, in the county of Saint Hyacinthe.

The objects for which the association is formed are: the improvements and development of agriculture of or one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 8th September, 1914. 4308

ERRATUM

A la page 1778 de la *Gazette Officielle*, du 18 juillet 1914, aux numéros 3273-74, après Société de Matériaux de Construction et de Briqueteries du Canada, lisez (Building Supplies and Brick Company of Canada, Limited.) 4303

ERRATUM

On page 1778 of the *Official Gazette*, of the 18th July, 1914, at the numbers 3273-74 after "Société de Matériaux de Construction et de Briqueteries du Canada" insert (Building Supplies and Brick Company of Canada, Limited.) 4304

Avis Divers

Cour Supérieure.

Kamouraska,
No 5486.

Dame Marie Maguélice Alias Carmélite Houle, résidant actuellement en la ville de New-Auburn, Etat du Maine, l'un des Etats-Unis d'Amérique, épouse de Joseph Dionne, journalier de la paroisse de Saint-Cyprien, district de Kamouraska, mais résidant actuellement dans la dite ville de New-Auburn, a institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

E. H. CIMON,
Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 22 juillet 1914. 4257

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3105.

Dame Eva Plourde, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens, de Georges Remington, agent d'immeubles du même lieu, Demanderesse;

vs

Le dit George Remington, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour en cette cause.

GEORGE POLIQUIN,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 septembre 1914. 4311

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Kamouraska,
No. 5486.

Dame Marie Maguélice Alias Carmélite Dionne residing actually in the town of New-Auburn, State of Maine, one of the United States of America,, wife of Joseph Dionne, journeyman, of the parish of Saint Cyprien, district of Kamouraska, but residing actually in the said town of New-Auburn, has instituted this day an action of separation as to property against her said husband

E. H. CIMON,
Attorney for Plaintiff.

Fraserville, 22nd July, 1914. 4258

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 3105.

Dame Eva Plourde, residing in the city and district of Montreal, wife common as to property of George Remington, real estate agent, of the same place, Plaintiff;

vs

The said George Remington, Defendant.

An action for separation as to property has been taken this day in this case.

GEORGE POLIQUIN,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th September, 1914. 4312

17 SEP 1914

Elise Gagnon, épouse de Pierre Veilleux, fils de Joseph, de Saint-Côme, Beauce, a, ce jour, institué contre son mari, une action en séparation de biens, en le district de Beauce, sous le No 1907 Cour Supérieure. Saint-Joseph, Beauce, 9 septembre 1914. Pacaud & Morin, procureurs de la demanderesse. 4279

Cour Supérieure.

Canada,

District de Montréal.
No 2425.

Dame Clara Ethier, épouse commune en biens de Emile Fortin, mouleur, tous deux de Montréal, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Emile Fortin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

G. EMILE DEPOCAS,
Procureur de la demanderesse,

Montréal, 8 septembre 1914. 4315

Elise Gagnon, wife of Pierre Veilleux, son of Joseph, of Saint Côme, Beauce, has this day instituted an action for separation as to property against her husband, in the district of Beauce under the number 1907, Superior Court. Saint Joseph, Beauce, 9th September, 1914. Pacaud & Morin attorneys for the plaintiff. 4280

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 2425.

Dame Clara Ethier, wife common as to property of Emile Fortin, moulder, both of Montreal said district, duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff;

vs

The said Emile Fortin, Defendant.

An action for separation as to property has been entered this day.

G. EMILE DEPOCAS,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 8th September, 1914. 4316

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District d'Ottawa.

Dans l'affaire de Dame Dabe Moïse (épouse de D. Malaham), *et al*, marchands de la cité de Hull, Faillis.

Avis est par les présentes donné que les faillis ci-dessus nommés ont, ce jour, fait cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire aux biens des dits faillis.

Avis est aussi par les présentes donné à leurs créanciers d'être présents au bureau du protonotaire en la cité de Hull, vendredi le dix-huit septembre courant, 1914, à dix heures de l'avant-midi, pour donner leur avis sur la nomination d'un curateur et des inspecteurs.

F. A. LABELLE,
Gardien-provisoire.

Hull, 9 septembre 1914. 4309

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 279.

In re Bouziane Bros., Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que le 10ème jour de septembre, 1914, par un jugement de la cour supérieure, les soussignés ont été nommés curateurs des susdits faillis.

Les réclamations assermentées doivent être produites sous trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 10 septembre 1914. 4317

Bankrupt Notices

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Ottawa.

In the matter of Dame Dabe Moïse (wife of D. Malaham) *et al*, of the city of Hull, merchants, Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvents, have this day, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, and that I have been appointed provisional guardian to the property of the said insolvents.

Notice is hereby given to their creditors to be present at the prothonotary's office in the city of Hull, on Friday, the eighteenth of September instant, 1914, at ten o'clock in the forenoon, to give their advice regarding the nomination of a curator and inspectors.

F. A. LABELLE,
Provisional guardian.

Hull, 9th September, 1914. 4310

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 279.

In re Bouziane Bros., Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 10th day of September, 1914, by a judgment of the superior court, the undersigned have been named curators of the above named insolvents.

Sworn claims must be fyled at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame East street, Montreal.
Montreal, 10th September, 1914. 4318

---

17 SEP 1914

District de Québec.

Madame Honoré Paquet, marchand-épicier de Québec, à le 9ème jour de septembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens-provisoires.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 10 septembre 1914. 4305

District of Quebec.

Mrs. Honoré Paquet, grocer of Quebec, has on the 9th day of September, 1914, made a judicial assignment of her property for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court, for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 10th Spetember, 1914. 4306

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE.*

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).
Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement
Québec, 4 avril 1914 3491

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE.*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).
Subsequent insertions, 5 cents per line (agat measure).
Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 21 cents per single number
Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays. will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914. 3492

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 37.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Beaudoin vs Vézina 2285
" Boguslevsky vs Romback..... 2286
" Caron vs Ruth..... 2284
" Cloutier vs Chartrand..... 2284
" Cotter vs Vincent..... 2286
" Daoust vs Grimm..... 2285
" Doyon vs Lachance..... 2285
" Ethier vs Fortin..... 2311
" Gagnon vs Veilleux..... 2311
" Gauthier vs Chartrand..... 2200

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Gauthier vs Tremblay..... 2286
" Hamel vs Degüire..... 2284
" Houle vs Dionne..... 2310
" Landry vs Bouchard..... 2285
" Massicotte vs Plante..... 2287
" Maynard vs Raymond..... 2285
" Moreau vs Albert..... 2285
" Plourde vs Remington..... 2310
" Shirtoff vs Selector..... 2284
" Zolotoroo vs Gitterman..... 2286

ACTIONS EN SEPARATION DE CORPS ET DE BIENS: Grandbois vs Routhier..... 2284

AGRICULTURE:—Fédération des Sociétés Coopératives Agricoles de Saint-Hyacinthe, 2310.

ANNONCEURS, avis aux: 2312.

ASSEMBLEE ANNUELLE:—North Railway Coy, 2295.

ERRATUM:—Page 1778, 18 juillet, No 3273-4, 2310.

EXTRA:—Avis aux personnes de nationalité allemande ou austro-hongroisse, 2306.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Abrahamovitch..... 2288
Aronson & Rutenberg..... 2289
Beaudet..... 2289
Bergeron..... 2287
Bergeron (Dme)..... 2290
Bouzaine Brothers..... 2311
Carp..... 2288
Charest..... 2291
Conn & Co..... 2291
D. & R. Silk Waist..... 2287
Girard..... 2291
Grégoire..... 2290
Haddad (Dme)..... 2291

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

Café Canadien, Ltée..... 2270
Café Gosford, Ltée..... 2276
C. Grignon, Ltée..... 2275
Empire Secret Service Co., Ltd..... 2278
Exchange Hotel, Ltée..... 2271
Hotel Italie, Ltée..... 2278
La Cie Simon Tremblay & Fils, Incorp..... 2268
La Société de Terrains de Trois-Rivières Annexe, Ltée..... 2277

NOMINATIONS:—

Commissaire d'Ecoles:—Municipalité des Laurentides, 2263.

Syndics d'écoles:—Municipalité de Greenfield Park, Chambly, 2263.

ORDRE DE COUR:—Duguay vs Dugal, 2294; La Cie Tremblay & Desbiens vs Tremblay, 2294.

PROCLAMATION:—Convocation des Chambres, 2264.

RATIFICATION:—Corporation du village de Roxton Falls, 2283.

RESOLUTION:—Conseil municipal du comté de Yamaska, 2282.

VENTE DE LIMITES:—Département des Terres et Forêts, 2280.

VENTES DE LIQUIDATION:—La Cie de Conserves d'Hébertville, 2292; The Unity Building, 2293.

VENTE PAR ENCAN:—Jenckes Machine Coy, Ltd. 2295.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—Corporation de la ville de Buckingham, 2295.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD: Granbois vs Routhier..... 2284

AGRICULTURE:—Fédération des Sociétés Coopératives Agricoles de Saint-Hyacinthe, 2310.

ADVERTISERS, notice to: 2312.

ANNUAL MEETING:—North Railway Coy, 2295.

ERRATUM:—Page 1778, 18th July, No. 3273-4, 2310.

EXTRA—Notice to all persons of German or Austro-Hongarian nationality, 2306.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Leclerc..... 2289
Marier & Cie..... 2290
Matien *et al*..... 2288
Moïse (Dme)..... 2311
Nault..... 2289
Nicholson..... 2290
Paquet..... 2312
Perreault..... 2288
Renaud..... 2287
Renaud..... 2289
Royer..... 2288
Vudofsky..... 2291

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

L'Association de protection des marchands Dét. de Tabac et Cigares de Montréal. 2280
Lussier..... 2274
Metropolitan Realties Ltd..... 2264
Petit & Petit, Ltée..... 2272
Simpson Brothers, Coy, Ltd..... 2266
Trudeau, Ltée..... 2280
Westmount Café, Ltée..... 2268
White House, Lted..... 2265

APPOINTMENTS:—

School Commissioner:—Municipality of Laurentides, 2263.

School trustees:—Municipality of Greenfield Park, Chambly, 2263.

ORDER OF COURT:—Duguay vs Dugal, 2294; La Cie Tremblay & Desbiens vs Tremblay, 2294.

PROCLAMATION:—Parliament convoked, 2264.

RATIFICATION:—Corporation of the village of Roxton Falls, 2283.

RESOLUTION:—Municipal Council of the county of Yamaska, 2282.

LIMITS SALE:—Department of Lands and Forests, 2280.

SALES OF LIQUIDATION:—La Cie de Conserves d'Hébertville, 2292; The Unity Building, 2293.

AUCTION SALE:—Jenckes Machine Coy, Ltd. 2295.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—Corporation of the town of Buckingham, 2295.

VENTES PAR LES SHERIFS:—

ARTHABASKA:—La Construction Permanente de Québec vs Cantin *et al*, 2296; Painchaud vs Rouleau, 2296; The Victoriaville Furniture Co. vs The Lyster Wood Box Turning & Co, Ltd, 2296.

BEAUHARNOIS:—Montpetit vs Barbeau, 2297.

IBERVILLE:—La Banque de Saint-Jean vs St-Denis, 2297.

JOLIETTE:—Kirkland (Dme) vs Doherty, 2298.

MONTREAL:—Carsley vs Pendleton, 2302; Duclos vs Leveillé, 2304; Joannette vs Bruno, 2301; Jodoin *èsql.* (Dme) vs Bruno, 2299; Jodoin vs Laporte, 2300; Lamarche vs St. Charles, 1300; Levinoff vs Holland, 2299; Pilon vs Page, 2298; Véronneau vs Dlle Leduc, 2299 ; Versailles vs Beauchamp, 2302; Vesillier vs Charbonneau, 2303; Viger vs Audet, 2301.

QUEBEC:—Carette vs Daigle, 2305; Paradis vs Boisseau, 2305.

SAINT-FRANCOIS:—Giard vs Courchesne, 2306; O'Bready vs Bérubé, 2306; O'Bready vs Bérubé, 0307; The Canadian Bank of Commerce vs Lefebvre & Bonin, 2307.

TROIS-RIVIERES:—Bellemare, Failli, 2308; Trottier vs Baron, 2308.

SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—La Construction Permanente de Québec vs Cantin *et al*, 2296; Painchaud vs Rouleau, 2298; The Victoriaville Furniture Co. vs The Lyster Wood Box Turning & Co, Ltd, 2296.

BEAUHARNOIS:—Montpetit vs Barbeau, 2297;

IBERVILLE:—La Banque de Saint-Jean vs St. Denis, 2297.

JOLIETTE:—Kirkland (Dme) vs Doherty, 2298;

MONTREAL:—Carsley vs Pendleton, 2302; Duclos vs Léveillé, 2304; Joannette vs Bruno, 2301; Jodoin *èsql.* (Dme) vs Bruno, 2299; Jodoin vs Laporte, 2300; Lamarche vs St. Charles, 0300; Levinoff vs Holland, 2299; Pilon vs Page, 2298; Véronneau vs Dlle Leduc, 2299; Versailles vs Beauchamp, 2302; Vesillier vs Charbonneau, 2303; Viger vs Audet, 1230.

QUEBEC:—Carette vs Daigle, 2305; Paradis vs Boisseau, 2305.

SAINT FRANCIS:—Giard vs Courchesne, 2306; O'Bready vs Bérubé, 2306; O'Bready vs Bérubè, 2307; The Canadian Bank of Commerce vs Lefebvre & Bonin, 2307.

THREE RIVERS:—Bellemare, Insolvent, 2308; Ttottier vs Baron, 2308.

17 SEP 1914

QUEBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Printer to His Most Excellent Majesty the King.